

# La Lettre



# sommaire

## 4 ÉDITORIAL

## 5 TUNISIE/WALLONIE - BRUXELLES : 35 ANS DE COOPÉRATION

## 6 LA NOUVELLE PROGRAMMATION DE COOPÉRATION BILATÉRALE 2019-23

- La programmation 2019-2023 par axes et résultats stratégiques
- Les programmes spécifiques
- Les enjeux transversaux d'appui aux objectifs de la programmation
- Tableau de programmation 2019-2023

## 11 RÉSULTATS DE LA PROGRAMMATION BILATÉRALE TUNISIE/WALLONIE-BRUXELLES 2016-18

- Focus sur une sélection de résultats et projets 2016-18
- Etude sociologique sur la participation des femmes aux élections municipales
- Valorisation industrielle des argiles tunisiennes
- Valorisation des agro-ressources végétales typiques des régions arides et semi-arides
- Développement d'une filière d'agritourisme bio, durable et équitable
- Formation au partenariat interentreprises pour l'exportation
- Développement de compétences des conseillers de l'emploi
- La formation syndicale en dialogue social et développement de la société civile
- Evaluation de la dépendance et de la perte de l'autonomie d'une population des personnes âgées

- Prévention de la violence au sein de la famille
- Professionnalisation des acteurs culturels et tournée de la « Caravane nomade des deux rives »

## 14 PROGRAMME DE COOPÉRATION BILATÉRALE INDIRECTE

- Focus sur Avocats sans Frontières en Tunisie

## 15 DROITS, PARTICIPATION POLITIQUE, SOUTIEN À LA SOCIÉTÉ CIVILE

- Démocratie et régulation des médias audiovisuels en Tunisie
- Soutien à l'engagement des femmes dans la vie politique
- Mission d'observation tunisienne aux élections communales et provinciales en Wallonie et à Bruxelles
- Une rencontre des Prix Nobel de la Paix tunisien et belge à Bruxelles

## 18 ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

- Appel à manifestation d'intérêt : chercheurs et diplômés de Wallonie-Bruxelles en Tunisie
- Nouveaux programmes de l'enseignement supérieur en Fédération Wallonie-Bruxelles
- Accès aux études supérieures de la Fédération Wallonie - Bruxelles
- 4<sup>ème</sup> séminaire sur l'internationalisation des institutions d'enseignement supérieur francophones
- Coopération académique et scientifique Tunisie/Wallonie Bruxelles

Photo couverture :  
dessins  
muraux au  
centre de  
Tunis



## 20 ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Développement d'une filière d'agritourisme bio, durable et équitable
- Jumelage wallon dans le secteur de l'eau en Tunisie

## 22 ÉCONOMIE, COMMERCE & INVESTISSEMENT

- Activités du Bureau AWEX à Tunis
- Le Conseil de gouvernance économique belgo-tunisien à Tunis
- Actions prévues pour 2019 et aperçus sectoriels
- SITIC AFRICA 2019
- Grappe Cimenteries, Eaux & Environnement 2019
- Secteur des TIC en Tunisie
- Secteur des TIC en Wallonie
- Eclairage sur deux présences wallonnes en Tunisie
- Partenariat : Société Isotopes Radioactif (SISORA) avec Ion Beam Applications (IBA)
- Cover Group
- Innovation biomédicale en Wallonie. Traitement du tissu humain 100% robotisé par TEXERE Biotech
- Energies renouvelables
- Secteur Eau
- L'agriculture biologique au cœur du développement durable

## 26 PERSPECTIVES DE LA FRANCOPHONIE

- D'Erevan 2018 à Tunis 2020, le relais du Sommet de la Francophonie
- Prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents. Première conférence du Réseau FrancoPrev à Bruxelles
- Le Congrès mondial des professeurs de Français en Tunisie en 2020
- Espace francophone de la valorisation de la recherche (EFV)

## 29 POLITIQUES CULTURELLES ET AGENDA DES MANIFESTATIONS

- Tournée en Tunisie de la «Caravane nomade des deux rives»
- Wallonie-Bruxelles aux Journées Cinématographiques de Carthage
- Wallimage et le «tax shelter» belge présentent un modèle de financement cinématographique aux JCC
- Wallonie-Bruxelles aux Journées Théâtrales de Carthage
- Jazz in tun – organic Trio et Pierre Vaiana
- Rencontres aux Inattendues de Tournai
- Concert de Ghaliya Benali
- L'UE et EUNIC en appui aux politiques culturelles en Tunisie
- Tfanen-Tunisie créative
- Le jumelage avec le ministère des affaires culturelles tunisien
- Regards croisés : Tunisie créative, Tunisie en mouvement
- Agenda des manifestations du 1<sup>er</sup> semestre
- Festival Ezzeddine Guennoun de Théâtre
- Wallonie-Bruxelles dans l'agenda culturel des Journées internationales de la Francophonie en Tunisie
- Festival international de la Bande dessinée de Sousse
- Festival du film francophone 2019
- «Bahdja» à Jazz à Carthage
- «Final Cut» aux prochaines Journées chorégraphiques de Carthage





## Passé, présent, avenir

La Lettre Wallonie-Bruxelles en Tunisie de ce printemps 2019 jette un regard rapide sur notre histoire commune. Inscrites dans une histoire de plus de 35 ans de coopération en construction, nos relations ont évolué dans le temps, se sont diversifiées et intensifiées ces dernières années, et très certainement depuis 2011. C'est à la fois affaire de géopolitique et d'évolution institutionnelle fédérale de la Belgique, mais aussi, et surtout, l'histoire d'une forte volonté des partenaires, dans toute leur diversité, d'œuvrer ensemble.

2018 a été une année de célébration de la coopération bilatérale Tunisie/Wallonie-Bruxelles. Elle reflète une maturité de rassemblement construite au fur et à mesure par des milliers d'acteurs et stimulée aussi à travers la coopération politique et institutionnelle, 30 ans de présence de la Délégation générale Wallonie-Bruxelles à Tunis et les 20 ans de l'Accord-cadre de coopération intergouvernementale.

Le chemin parcouru par la Tunisie depuis lors, sur le front de la démocratie, des droits et des libertés est à saluer. Nous savons aussi que les défis pour la démocratie que le pays souhaite mettre en œuvre restent de taille. Parmi ceux-ci, la marche emblématique vers l'égalité et le chantier de la décentralisation. Deux premières étapes au printemps dernier : l'adoption du code des collectivités locales et la tenue des premières élections municipales pluralistes et transparentes. Celles-ci ont consacré la parité électorale entre femmes et hommes.

Nous revenons assez largement dans cette Lettre sur quelques enseignements et résultats tirés de la programmation 2016-18 et surtout sur la nouvelle programmation de coopération 2019-23. L'exercice peut paraître un peu « aride », même s'il est beaucoup question d'eau, mais il est important de rappeler ici les orientations prises suite à un travail de concertation approfondi avec les différents partenaires. Ainsi, cette nouvelle programmation s'étendra sur les axes stratégiques du développement durable, des droits et du renforcement de la société de demain et des politiques culturelles. En axes transversaux, l'enseignement supérieur, la recherche et la coopération économique seront appelés à soutenir le développement des axes précités tout en poursuivant leurs objectifs spécifiques. La programmation s'étend désormais sur 5 ans afin de pouvoir donner du champ à la réalisation des résultats stratégiques et de favoriser les articulations opportunes entre projets et partenaires.

2020 sera une année de grands rendez-vous internationaux pour la Tunisie. Pays fondateur de la Francophonie, la Tunisie en assurera la présidence à partir du Sommet des chefs d'État et de gouvernement qui s'y tiendra l'année prochaine. Le Sommet reviendra sur un bilan de 50 ans et consolidera de nouvelles perspectives de son renforcement multilatéral attendu. Le Sommet sera aussi très utilement précédé par le Congrès mondial des professeurs de français qui se penchera sur l'enjeu de la langue française dans un monde de diversité culturelle et linguistique. 2020 sera aussi l'année, en Wallonie, à Bruxelles, en Tunisie et ailleurs, d'un regard ouvert et curieux sur la Tunisie créative, la Tunisie en mouvement.

A quelques mois près, 2019 réunit les élections législatives et présidentielle en Tunisie, les élections de l'Union européenne ainsi que les élections législatives de la Belgique fédérale et de ses entités fédérées. Nous pouvons voir en Tunisie comme en Europe, que les acquis démocratiques ne sont jamais définitifs et qu'ils nécessitent une constante vigilance collective. Aussi, la démocratie politique ne peut s'auto-satisfaire en ne se fondant pas sur l'égalité, la justice sociale et une économie au service des sociétés humaines.

**Christian Saelens**

Délégué général Wallonie-Bruxelles en Tunisie



تعرض رسالة والونيا بروكسل في تونس لربيع 2019، نظرة سريعة حول تاريخنا المشترك. إن علاقاتنا المتجذرة منذ 35 سنة من التعاون والبناء، تنوعت وتكثفت خلال هذه السنوات وبالتأكيد منذ 2011. إنَّها في الوقت ذاته مسألة جيوسياسية ومسألة تطوّر مؤسّساتي فدرالي بلجيكي، ولكن أيضا وخاصة مسألة عزم الشركاء بتنوعهم للعمل المشترك. مثّلت 2018 سنة الاحتفال بذكرى التعاون الثنائي التونسي والوآني-بروكسل، وتعكس هذه الذكرى نضج البناء المشترك لآلاف أفاعلين والمحفّز بالتعاون السياسي والمؤسّساتي ل 30 عاما من حضور الوفد العام والوآني-بروكسل في تونس وعشرون عاما من الاتفاق الإطاري للتعاون بين الحكومات. إن المسيرة التي قطعتها تونس منذ ذلك الحين في مستوى بناء الديمقراطية والحقوق والحريات يستوجب الترحيب. نحن على علم أنّ تحديات الديمقراطية التي تريد البلاد تحقيقها تظل كبيرة، نذكر من بينها المسيرة المميزة نحو المساواة وقضية اللامركزية. خطوتان أساسيتان تحققت في الربيع الماضي: اعتماد القانون الأساسي المتعلق بمجلة الجماعات المحلية وانعقاد أول انتخابات بلدية تعددية وشفافة كرست التكافؤ الانتخابي بين النساء والرجال. نتطرق بشكل عام في هذه الرسالة إلى بعض العبر والنتائج المستفادة من برامج التعاون 2016-2018 وخاصة البرمجة الجديدة 2019-2023. قد يبدو التمرين «جافا» قليلا، رغم اهتمامه الكبير لموضوع المياه لكن من المهم ذكر التوجهات المعتمدة بفضل عمل التشاور المعمق مع مختلف الشركاء. لذلك تركز البرمجة الجديدة على المحاور الاستراتيجية للتنمية المستدامة، الحقوق وتعزيز مجتمع الغد والسياسات الثقافية. في ما يخص المحاور الشاملة يمثل التعليم العالي البحث والتعاون الاقتصادي دعما لتطوير المحاور المذكورة و متابعة أهدافها. تمتد البرمجة على 5 سنوات لإتاحة المجال لتحقيق النتائج الاستراتيجية وتعزيز الروابط بين المشاريع والشركاء. ستكون سنة 2020 سنة المواعيد الدولية الكبرى لتونس. كبلد مؤسس للفرنكوفونية، تتولى تونس رئاسة قمة رؤساء الدول والحكومات الذي يعقد بها العام المقبل. سوف تستعرض القمة نتائج 50 سنة من التعاون لتعزيز آفاق جديدة وتدعيم تعاون متعدّد الأطراف. يسبق القمة المؤتمّر العالمي لمدرسي اللّغة الفرنسيّة المتعلق بتحديات هذه اللّغة في صلّ عالم التنوع الثقافي واللغوي. كما ستكون سنة 2020 في والونيا، بروكسال، تونس وخارجها ذات نظرة واسعة ومثيرة للإطلاع لتونس المبدعة تونس المتجددة. تبقى التساؤلات مفتوحة، وتتلوّر القناعات، وتتواصل النقاشات لتنشيط مجتمعاتنا. على مسافة بضعة أشهر تجتمع سنة 2019، الانتخابات التشريعية

والرئاسية في تونس، انتخابات الاتحاد الأوروبي، فضلا عن الانتخابات التشريعية بلجيكا وكياناتها الفيدرالية. سواء في تونس او في أوروبا نعتبر أنّ المكاسب الديمقراطية ليست نهائية وتستوجب يقظة جماعية مستمرة. لا يمكن للديمقراطية السياسية أن تتحقق ذاتيا دون الاستناد على المساواة والعدالة الاجتماعية وعلى اقتصاد يخدم المجتمعات الانسانية.

كريستيان سالنس

مندوب الفيدرالية والونيا-بروكسال بتونس



Les pays du Maghreb, par leur proximité géographique, culturelle et linguistique, leur important apport de travailleurs à l'Europe au fil des décennies, représentent traditionnellement un terrain de coopération pour les entités fédérées belges francophones. Ainsi partant du cadre de l'accord culturel belgo-tunisien de 1962, la Tunisie et Wallonie-Bruxelles ont développé une importante et patiente collaboration.

Fondée sur l'idée de partage des valeurs universelles et des principes de démocratie, de justice, de solidarité, de compréhension mutuelle et de valorisation des capacités humaines, notre coopération a évolué à travers la conclusion de conventions et d'accords successifs, de mobilisation de différents acteurs, de la mise en place de différents outils... On pourra citer ainsi la convention en matière de santé d'avril 1985, l'ouverture de la Délégation Wallonie-Bruxelles à Tunis en 1988 et la jonction avec le Bureau économique et commercial de l'Agence wallonne à l'exportation (AWEX) ensuite, l'accord de coproduction cinématographique de 1997, les activités menées par l'Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger (APEFE) de 1992 à 2005, puis, enfin, la conclusion le 30 septembre 1998, d'un nouvel accord - cadre de coopération entre la Tunisie et les entités belges francophones.

## TUNISIE/WALLONIE - BRUXELLES : 35 ANS DE COOPÉRATION

nement..... Santé, appui à la société civile, dialogue interculturel rejoignent progressivement les priorités de la coopération désormais concentrée sur l'enseignement et la formation.

### Maturation et élan de la coopération en 2011

Les dynamiques partenariales sont menées à bien dans l'ensemble, au cours de cette décennie, mais le climat politique de coopération est, pour le moins, particulièrement pesant avec le gouvernement tunisien. La fin de cette décennie suscite les interrogations au sujet des perspectives de coopération. Une léthargie institutionnelle s'installe même. Elle est à l'opposé du travail de contact mené activement sur le terrain par la Délégation Wallonie-Bruxelles et nos acteurs de coopération avec les organisations de la société civile tunisienne. Une nouvelle

35 ANS  
DE COOPÉRATION TUNISIE/WALLONIE-BRUXELLES

## 30 ans d'activités de la Délégation Wallonie-Bruxelles en Tunisie

Première Délégation en Afrique du Nord

Une première commission mixte s'était tenue en 1999 pour se concentrer sur un certain nombre de secteurs ou de sujets qu'on pourra retrouver les 20 années suivantes. Les ambitions de l'époque étaient déjà larges : éducation, enseignement supérieur et recherche avec un accent particulier sur la maîtrise de la langue française et la formation à l'interculturalité, formation professionnelle avec plusieurs programmes d'aide à la mise à niveau de l'économie tunisienne, études européennes et formation de diplomates, formation et diffusion culturelle (audiovisuel et cinéma, arts plastiques, musique et patrimoine), protection de l'enfance et de la jeunesse, agriculture et environnement, santé....

L'APEFE a développé des programmes de formation en Tunisie depuis 1992 jusqu'en 2005, essentiellement dans le domaine de l'enseignement du français et de la didactique, avant de réorienter ses priorités vers la formation technique et professionnelle, notamment avec les Instituts supérieurs d'Études technologiques (ISET). En 1999, l'AWEX signa un accord technique de collaboration avec le CEPEX sur les mécanismes de promotion des exportations et la mobilisation de plusieurs instruments financiers en Tunisie.

La formation des délégués tunisiens à la protection de l'enfance a démarré à la fin des années 90 et le délégué aux droits de l'enfant de la Fédération Wallonie-Bruxelles s'est investi avec d'autres acteurs dans la formation de base de la protection de l'enfance puis dans la formation de formateurs en droits de l'enfant.

Les programmes successifs ont mis l'accent sur l'action sociale, l'enfance et la jeunesse tout en poursuivant la coopération dans les secteurs de l'enseignement et de la recherche, la formation professionnelle, la culture, le patrimoine, l'environ-

nement dialectique de coopération prend forme et s'appuiera sur la révolution de 2011 et la transition démocratique qui s'enclenche.

Ainsi, dès début 2011, en l'absence de programmation formalisée, sont essentiellement propulsées les activités et échanges en matière de soutien aux médias (voir plus loin), d'appui à la société civile indépendante et de démocratie participative. Le pôle EUNIC Tunisie est aussi créé à l'initiative du délégué Wallonie-Bruxelles en 2011.

Dans le programme 2012 à 2014, l'appui aux médias et à la société civile occupe une place de choix. Le programme concentre ses actions de coopération autour de l'enseignement-formation-appui à la société civile, et au développement durable. De manière transversale, les parties encouragent les projets répondant aux thèmes de la diversité culturelle et de l'égalité hommes-femmes. La programmation 2016-2018 poursuivra dans ces priorités. Elles correspondent à la volonté de développer une coopération axée sur le facteur humain et les connaissances.

Il s'agira aussi d'accroître le rôle de partenaires sur le plan de l'expertise et du renforcement des capacités locales (cf. processus de décentralisation). Des synergies sont intensifiées ou recherchées tant sur le plan interne qu'avec les opérateurs privés et publics (Universités, Hautes écoles, ONG, Villes et Communes...). Wallonie-Bruxelles international décide ainsi de réintégrer en 2016 la Tunisie dans son programme de coopération indirecte, hors cadre intergouvernemental (voir plus loin).

Il est entendu, enfin, que notre coopération bilatérale devra veiller à assurer une meilleure articulation des projets initiés avec les programmes des institutions multilatérales, de l'Union européenne, et de la Francophonie... Il reste encore beaucoup à faire, mais comme on le verra plus loin dans cette Lettre, le chemin parcouru est encourageant !

# LA NOUVELLE PROGRAMMATION DE COOPÉRATION BILATÉRALE 2019-23

Un riche patrimoine de coopération s'est forgé entre la Tunisie et Wallonie-Bruxelles. Les orientations de la programmation à venir seront appelées à le consolider davantage. La 7ème session de la Commission mixte permanente entre la Tunisie et la Wallonie, la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Commission communautaire francophone de Bruxelles-Capitale, se tenait à Bruxelles en novembre dernier. Elle a adopté une nouvelle programmation de coopération bilatérale entre la Tunisie et les entités fédérées belges francophones (Wallonie-Bruxelles) sur la période 2019-2023.

Par rapport aux programmations bilatérales antérieures, il s'agit de donner ici davantage de champ à la réalisation des objectifs et résultats stratégiques-projets identifiés entre les multiples acteurs de coopération mobilisés et de favoriser aussi les interactions thématiques entre eux. Tenant compte des orientations largement concertées avec la multiplicité des acteurs de coopération engagés sur de nombreux enjeux communs de part et d'autre et de l'expertise développée dans les programmations antérieures, la commission intergouvernementale a décidé des priorités et objectifs thématiques suivants à mettre en œuvre dans la nouvelle programmation 2019-23 :

- lutte contre la pauvreté, diversification des activités économiques, innovation et développement des chaînes de valeurs ;
- soutien aux projets décentralisés et diffusion des résultats déjà obtenus à d'autres régions du pays ;
- création ou renforcement de pôles d'excellences structurants susceptibles d'un rayonnement tant national que régional, favorisant, par-là, la recherche, les pratiques innovantes ;
- renforcement des capacités de certains services et instances publics.

En soutien à ces objectifs et suite à l'évaluation conjointe de la programmation bilatérale 2016-2018 ainsi qu'aux larges concertations menées parallèlement, la Commission mixte s'est entendue sur la mise en œuvre de projets suivant les axes/programmes prioritaires de développement suivants :

- eau et environnement ;
- droits humains et renforcement de la société de demain ;
- politiques culturelles et de valorisation du patrimoine.

L'enseignement supérieur et la recherche constituent un axe transversal d'appui à la réalisation des trois premiers, suivant la sélection des projets. Ils constituent en outre un sec-



*Pascale Delcomminette, administratrice générale de Wallonie-Bruxelles International, et Nabil Ammar, directeur général Europe au ministère des affaires étrangères - CMP 2019-23*

teur de coopération bilatérale en matière de gouvernance et de renforcement de la diversité des partenariats. L'économie représente un autre enjeu transversal d'appui par le partenariat entre institutions de développement économique et commercial et les entreprises.

29 projets de coopération à vocation structurante ont ainsi été sélectionnés, portés conjointement par des partenaires opérationnels (pilotes) tunisiens et belges, avec l'appui aussi de partenaires internationaux suivant les enjeux et compétences à mobiliser. Par cette nouvelle programmation, Wallonie Bruxelles International réaffirme son soutien aux partenaires gouvernementaux et locaux et de la société civile, tunisiens et de Wallonie - Bruxelles, sur différents secteurs privilégiés : la jeunesse, l'emploi, l'environnement, le développement durable, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, la liberté d'expression et d'information, la coopération culturelle et la décentralisation.



*En marge de la CMP, soirée de rencontres autour de Youssef SEDDIK, philosophe, et Fawzia ZOUARI, écrivaine*

Les relations de la Tunisie avec l'Union européenne constituent un cadre d'appui à notre coopération bilatérale. Le programme européen Recherche et Innovation «Horizon 2020», Europe Créative ainsi que d'autres programmes européens spécifiques à la politique européenne de voisinage ou à la Tunisie méritent une attention soutenue de notre coopération bilatérale. Nous verrons d'ailleurs plus loin que coopération bilatérale et multilatérale européenne peuvent se rejoindre, dans différents domaines, au grand bénéfice de toutes les parties prenantes. La Francophonie est également un espace et un enjeu que nous partageons avec la Tunisie. Wallonie-Bruxelles sera également engagée aux côtés des Autorités tunisiennes pour apporter son appui à l'organisation du Sommet des Chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie à Tunis en 2020 ainsi qu'au Congrès mondial des professeurs de français quelques mois auparavant.

Pour le secteur de la jeunesse, aux côtés des partenaires tunisiens, la nouvelle programmation pourra compter sur la mobilisation de la Délégation générale aux Droits de l'Enfant de la FWB, du Centre de Ressources et d'Appui pour la prévention des extrémismes et des radicalismes violents (CREA) et du Bureau international de la Jeunesse (BIJ) au profit d'un échange d'expertise et d'un appui aux structures tunisiennes.

En matière d'emploi, la collaboration entre l'Office wallon de l'emploi et de la recherche professionnelle (FOREM) et l'Agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant (ANETI) a débouché sur de nombreuses réalisations et développements de dispositifs d'accompagnement des demandeurs d'emploi en Tunisie. Cette collaboration sera poursuivie concernant l'appui au renforcement des services de support de l'ANETI et à son rôle de conseiller-emploi.



La Tunisie est un acteur de premier plan de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique francophones, africains, arabes et euro-méditerranéens. Outre les dernières rencontres ministérielles et la réalisation d'une part importante de la programmation 2016-18 en matière de coopération scientifique, plusieurs initiatives ont permis d'identifier une volonté commune de coopération en vue de favoriser le rapprochement entre acteurs académiques et scientifiques et de mieux s'inscrire dans les politiques et programmes de l'UE et de la Francophonie.

Dans le domaine de la liberté d'expression et d'information (cf infra), la Commission s'est réjouie de la nouvelle étape de coopération en matière de régulation audiovisuelle, grâce à l'appui de l'instrument UE de jumelage, entre la Haute Autorité de l'Information et de la Communication Audiovisuelle tunisienne (HAICA) et le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), autorité indépendante de régulation de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Parallèlement à la formation en journalisme, la Commission sera attentive à la poursuite des développements du jumelage ainsi qu'à la poursuite d'autres objectifs communs.

En matière de politiques culturelles et du patrimoine, la nouvelle programmation cherchera à favoriser les échanges d'expertise entre l'Agence wallonne du Patrimoine (AWaP) et les institutions publiques tunisiennes et organisations professionnelles, scientifiques et de la société civile compétentes, dans la suite de la conférence de Tunis du réseau francophone du patrimoine en 2016, sur les politiques de valorisation en milieu urbain.

## La programmation 2019-2023 par axes et résultats stratégiques

Ces programmes spécifiques sont déclinés en objectifs généraux et résultats stratégiques, à travers les activités (projets) qui contribuent à leur réalisation.

### Les programmes spécifiques

#### 1. Eau & Environnement

Dans ce secteur, il s'agira de valoriser la connaissance et le savoir-faire (scientifique, technique, de gouvernance et de mobilisation à la participation la plus large des parties prenantes) en vue de répondre aux défis des objectifs du développement durable.

L'appui à la gouvernance et à la valorisation des ressources naturelles, et particulièrement de la ressource en eau, concentre un certain nombre de résultats stratégiques en leurs aspects scientifiques, techniques, juridiques, institutionnels, économiques, sociaux, culturels et écologiques.

Le renforcement des connaissances sur les changements climatiques et leurs effets sur l'environnement doivent assurer une meilleure promotion du développement durable reposant sur une politique environnementale décentralisée ainsi que sur un renforcement de capacités chez les acteurs de ces secteurs.

#### 2. Droits et renforcement de la société de demain

Les actions porteront sur la promotion des droits humains et singulièrement la protection de l'enfance, l'autonomisation des femmes et la lutte contre l'extrémisme violent. Il s'agira de relancer et d'approfondir la coopération en matière de droits humains et de renforcement de la société civile afin d'accroître leur participation au dialogue politique et à l'élaboration des politiques nationales. Les résultats recherchés reposeront sur :

- la promotion des droits des femmes dans les domaines de la politique, de l'autonomisation sociale et économique ainsi que dans les médias et favoriser les initiatives de coopération en matière de lutte contre les violences et les discriminations ;
- une politique de la jeunesse avec une attention particulière pour la médiation et le plaidoyer autour des droits de l'enfant ;



- le renforcement de la politique de santé, des dispositifs sociaux et de recherche scientifique en matière de toxicomanie ;
- la coopération en matière de libertés individuelles et de liberté d'expression et d'information, ainsi que la promotion de l'information pluraliste et intégrée.

#### 3. Politiques de coopération culturelle & de valorisation du patrimoine

Il s'agit ici d'inscrire le secteur culturel dans les objectifs de décentralisation, de démocratie culturelle et de valorisation du patrimoine en favorisant les écosystèmes socioculturels ainsi qu'un rôle actif et participatif des acteurs de la culture et des différents publics visés.

Promotion de la diversité culturelle tunisienne et accès à la culture, à l'échelon local, national et international, via l'émergence ou le renforcement d'acteurs culturels tunisiens, et à la mise en relation avec les réseaux de création et de diffusion internationaux sont à l'ordre du jour. Une attention particulière est accordée aux projets ayant une valeur ajoutée dans le domaine de la décentralisation et agissant en faveur des jeunes et des femmes.

Seront soutenues la liberté d'expression et de création ainsi que la professionnalisation des métiers de la culture, particulièrement au niveau des secteurs théâtral et de la production cinématographique et audiovisuelle.

La capitalisation des connaissances et la valorisation du patrimoine matériel et immatériel seront soutenues, en particulier dans les contextes de développement urbain.



#### Les enjeux transversaux d'appui aux objectifs de la programmation

Le développement de la recherche passera par le renforcement de la valorisation de la recherche à des fins économiques et sociétales, en particulier par le montage de projets innovants en rapport avec l'environnement et le développement durable au profit du tissu socio-économique local.

Les capacités des bureaux de transfert de technologie dans les universités, les technopoles et les unités de valorisation des centres de recherche seront renforcées. La coopération économique reposera sur le renforcement des partenariats entre institutions de développement économique et de commerce extérieur et les entreprises.

## Tableau de programmation 2019-2023

Axes et projets sélectionnés en Commission mixte permanente, novembre 2018

PROJETS	PARTENAIRES BELGES et INTERNATIONAUX	PARTENAIRES TUNISIENS	RESUME DU PROJET
<b>EAU &amp; ENVIRONNEMENT</b>			
Plateforme multi-acteurs pour un soutien à la gouvernance de la ressource en eau sur le bassin versant de la Medjerda	Pôle de recherche Aquapôle - Université de Liège	Agence Nationale de Protection de l'Environnement (ANPE) Associés : -Université de Carthage -INAT -CERTE	Intégration des bio-indicateurs aquatiques dans le processus de monitoring pour l'amélioration des capacités de suivi environnemental de l'ANPE.
Surveillance et cogestion des ressources en eau de la Medjerda	Université des Sciences et de la Terre - Université Catholique de Louvain AGRO-Louvain Ecole Polytechnique de Louvain	Unité de recherche Gestion Durable des Ressources en Eau et en Sol (GDRES) - Ecole Supérieure des Ingénieurs de Medjez El Bab (ESIER) Centre de Recherche et des Technologies des eaux (CERTE)	Renforcement de la capacité d'observation et de la surveillance des ressources en eau afin d'augmenter la résilience de la gestion de ces ressources face au changement climatique.
Gouvernance du système de distribution de l'eau de Sidi Salem en Tunisie	Université Catholique de Louvain Plateforme de recherche : Louvain pour l'Eau	Faculté des sciences juridiques, politiques, sociales de Tunis - Université de Carthage Ecole supérieure des ingénieurs de Medjez-El- Bab (ESIER)	Comprendre les modalités d'usage des ressources en eau en situation de pénurie et de conditions institutionnelles de gestion (non durable de celle-ci.
Amélioration de l'hydrodynamique pour un procédé durable	Faculté des Sciences Appliquées - Département d'Ingénierie Chimique - Université de Liège	Laboratoire écologie et Technologie microbienne - Institut National des Sciences Appliquées et de Technologie (INSAT) - Université de Carthage	Proposer un procédé de traitement des eaux usées intégré et innovant permettant leur traitement sans apport d'O <sub>2</sub> et sans libération de CO <sub>2</sub> .
Pour des techniques d'épuration pérenne	Unité Eau, Environnement, Développement - Arlon Campus Environnement - Université de Liège	Institut Supérieur Agronomique de Chott Mariem (ISA-CM)	Etudier le potentiel de valorisation des sous-produits tels que la biomasse algale en alimentation animale et la promotion d'une technique d'épuration utilisant le traitement par les algues.
Filière d'agri-tourisme durable et équitable au bénéfice des territoires tunisiens et de leur population	Fédération Inter-Environnement Wallonie  Accueil Champêtre en Wallonie (ACW) Institut Eco-Conseil (IEC)	Direction générale de l'agriculture biologique (DGAB) - Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche Fédération Interprofessionnelle de Tourisme Tunisien Office National du Tourisme Tunisien Syndicat des agriculteurs de Tunisie (SYNAGRI)	Développement d'une filière d'agritourisme bio, durable et équitable sur l'ensemble du territoire tunisien à travers la création d'une nouvelle structure de gouvernance privée-publique.
Programme de formation d'éco-conseillers	Institut Eco-Conseil (IEC)	Centre international des technologies et de l'environnement de Tunis (CITET) Agence Nationale de Protection de l'Environnement (ANPE) Centre de Formation et d'Appui à la Décentralisation (CFAD)	Conception et mise en œuvre d'un cursus national de formation des éco-conseillers destiné aux cadres communaux, société civile, cadres techniques des OST du ministère de l'environnement et collectivités locales.
Environnement sans tabac	Centre Hospitalier Universitaire Brugmann - Service de psychiatrie	Centre Hospitalier Universitaire Fattouma Bourguiba de Monastir	Lutter contre le tabagisme par l'information et la sensibilisation aux nouvelles techniques de sevrage tabagique, l'apport de la tDCS et de la thérapie virtuelle.





PROJETS	PARTENAIRES BELGES et INTERNATIONAUX	PARTENAIRES TUNISIENS	RÉSUMÉ DU PROJET
<b>DROITS ET RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN</b>			
Femmes Leaders de demain	Actions in the Mediterranean	Free Sight Association Fédération Nationale des Villes Tunisiennes (FNVT) Centre International de Développement pour la Gouvernance Locale Innovante (CIGLI)	Soutenir le processus de consolidation démocratique de la Tunisie à travers le soutien des femmes élues aux municipales. Formation continue de leurs rôles en cours de mandat.
Accompagnement en hébergement des femmes et enfants victimes de violences de genre	Association solidarité femmes et refuge pour femmes victimes de violences	Association des Femmes Tunisiennes pour la Recherche sur le Développement (AFTURD)	Transfert de savoir, savoir-être et savoir-faire aux intervenants des maisons d'accueil en Tunisie en vue d'une maîtrise des outils d'intervention VCI.
Lutte contre les violences conjugales et intrafamiliales (VCI)	Association solidarité femmes et refuge pour femmes victimes de violences	Office National de la Famille et de la Population (ONFP)	Labéliser le premier centre public spécialisé d'assistance psychologique aux femmes et enfants victimes de violence en Tunisie (CAP) en centre spécialisé selon les normes internationales.
Soins et Promotion de la Santé des Femmes	Commission Communautaire Francophone de Bruxelles - Service de la Santé	Ministère de la Santé Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance	Amélioration des pratiques professionnelles des opérateurs tunisiens qui prennent en charge des problématiques de santé féminine et mènent des projets de santé communautaire.
ADEVIO - Approche droit de l'enfant dans la prise en charge de l'extrémisme violent	Défense des Enfants International - DEI Belgique	Association Tunisienne des Droits de l'Enfant	Amélioration du respect des droits des jeunes en conflit avec la loi pour FREV à tous les stades de la prise en charge en vue de favoriser leur réinsertion dans la société.
Lutte contre la violence à l'égard des enfants	Défense des Enfants International - DEI Belgique	Direction générale de l'enfance - Ministère de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Seniors	Soutien à la promotion des droits de l'enfant à travers une stratégie de communication ciblée pour la lutte contre la violence à l'égard des enfants.
Appui de la mise en œuvre d'une politique de Jeunesse en Tunisie	Bureau International de la jeunesse	Observatoire National de Jeunesse	Renforcement du développement d'une vision stratégique pour la jeunesse (initiée par le ministère en 2016) en appui à la mise en œuvre d'une Politique jeunesse.
Dialogue autour des droits humains et droits à la santé des usagers de drogues	Fédération Bruxelloise des Institutions pour Toxicomanes (FEDITO BXL) La Ligue des Droits Humains (LDH) Liaison Anti-prohibitionniste « La Liaison »	Centre Mahmoud YACOUB d'Assistance Médicale Urgente (CAMU) Université de Tunis el Manar Institut Supérieur des Sciences Humaines Institut Supérieur de la Magistrature	Mise en place de politiques de prévention respectueuses des droits fondamentaux des usagers de drogues.



PROJETS	PARTENAIRES BELGES et INTERNATIONAUX	PARTENAIRES TUNISIENS	RÉSUMÉ DU PROJET
<b>DROITS ET RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN</b>			
Appui à l'organisation et à la régulation de la communication audiovisuelle	Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA)	Haute Autorité de l'Information et de la Communication Audiovisuelle (HAICA)	Contribuer à garantir la liberté d'expression et d'information, ainsi qu'une information pluraliste et intégrée en Tunisie par un renforcement de cette Instance.
Etude des religions et de la laïcité	Centre Interdisciplinaire d'Étude des Religions et de la Laïcité (CIERL) - Université Libre de Bruxelles (ULB)	Faculté des lettres, des Arts et des Humanités - Université de La Manouba	Transfert de compétences entre les deux Universités, dans le domaine de l'étude comparée des religions et du fait religieux contemporain.
Patrimoine, identité et société en Tunisie contemporaine	Maison des Sciences de l'Homme - Université Libre de Bruxelles (ULB)	Université de Sfax Maison du Maghreb des Sciences de l'Homme	Construction d'une interdisciplinarité et la coopération en matière d'étude du patrimoine, à travers l'appui de deux thèses de doctorat en cotutelle et l'organisation du colloque patrimoine.
Appui à l'enseignement du FLE à l'Université de Sousse	Institut Supérieur des Langues Vivantes - Université de Liège	Département de langue, littérature et civilisation françaises - Université de Sousse Association des Tunisien(ne)s Ami(e)s de la Francophonie	Formation des formateurs, de la langue française, pour les futurs enseignants qui formeront les générations à venir.
Renforcement des compétences pédagogiques des enseignants de l'IPSI, formation en journalisme et communication pour étudiants et professionnels en Tunisie	Institut des Hautes Études des Communications Sociales	Institut de Presse et des Sciences de l'Information (IPSI)	Accompagner l'évolution de la presse tunisienne et particulièrement celle en ligne, à travers le renforcement des connaissances des enseignants de l'IPSI.
<b>COOPERATION CULTURELLE &amp; VALORISATION DU PATRIMOINE</b>			
Appui au processus de la décentralisation culturelle en Tunisie & au développement culturel local	Administration générale de la Culture - Wallonie Bruxelles International Service général de l'action territoriale	Ministère des Affaires Culturelles Association Culture pour tous (ACT) Centre Culturel International de Hammamet	Mise en œuvre d'un programme intégré d'appui au développement culturel territorial au profit de la région de Ben Arous.
Passerelle des arts du feu Hainaut-Nabeul	Province du Hainaut - Services des Relations Extérieures Cours des Métiers d'Arts du Hainaut (CMAH) World Crafts Council Belgique (Conseil Mondial des Métiers d'Art)	Agence Tunisienne de Formation Professionnelle Centre de Formation aux Métiers d'Arts de Nabeul (CFMAN)	Soutenir la création artistique et la sensibilisation aux métiers des arts du feu : céramique, verrerie, fonderie et ferronnerie.
Création interculturelle : la Mer au Milieu	La Charge du Rhinocéros ASBL Théâtre de Liège Théâtre de l'Ancre	Théâtre national tunisien	Soutenir la liberté d'expression et de création à travers l'appui à la création et exposition du spectacle «Et la Mer au Milieu» construit entre Bruxelles et Tunis.
Appui transversal à l'industrie du Cinéma en Tunisie	Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel Cinémathèque Royale de Belgique Institut National Supérieur des Arts du Spectacle et des Techniques de Diffusion (INSAS)	Centre National du Cinéma et de l'Image Cinémathèque Tunisienne Institut Supérieur des Arts Multimédias de la Manouba (ISAMM) École Supérieure de l'Audiovisuel et du Cinéma (ESAC)	Renforcement et stabilisation d'une formation en cinéma et audiovisuel répondant aux standards de professions et aux besoins des productions cinématographiques et télévisuelles.
Plateforme web participative géo-localisée pour une appropriation citoyenne du patrimoine matériel et immatériel	Laboratoire de Cognition de l'Utilisateur et de la Conception Innovante (LUCID) - Faculté des Sciences Appliquées - Université Libre de Bruxelles (ULB)	École d'Architecture et d'Urbanisme - Université de Carthage Association Edifices & Mémoires pour la réappropriation du patrimoine matériel et immatériel tunisien	Mise en place d'une plateforme web pour développer une interface d'encodage originale en vue de renforcer l'appropriation et la valorisation du patrimoine pour et à l'aide des citoyens eux-mêmes.
<b>VALORISATION DES RESULTATS DE LA RECHERCHE</b>			
Mobilisation des connaissances et valorisation de la recherche	Réseau LIEU	Direction générale de Valorisation de la recherche - Ministère de l'Enseignement Supérieur et de Recherche Scientifique (MESRS)	Identification des stratégies d'appui aux initiatives existantes de renforcement de la gouvernance et la valorisation de la recherche.
<b>COOPERATION ECONOMIQUE</b>			
Soutien à la coopération entre les deux chambres de commerce et d'industrie du Cap Bon et de Wallonie	Chambre de Commerce et d'Industrie de Wallonie	Chambre de Commerce et d'Industrie du Cap Bon	Soutien au Protocole de coopération conclu entre les deux Chambres en octobre 2018.
Relance du partenariat entre le CEPEX et l'AWEX	Agence wallonne à l'exportation (AWEX)	Centre tunisien de Promotion des exportations (CEPEX)	Instauration d'un nouveau partenariat entre les organismes de soutien aux entreprises tunisiennes et wallonnes (CEPEX et AWEX).



## RÉSULTATS DE LA PROGRAMMATION BILATÉRALE TUNISIE/ WALLONIE-BRUXELLES 2016 –18

La programmation de coopération bilatérale 2016-18 reposait sur la coordination de 27 projets dans différents secteurs d'intérêt exposés ci-après. Malgré certains sous-financements de projet ou difficultés administratives, l'évaluation conjointe menée avec les institutions et partenaires opérationnels impliqués a permis de relever un bon niveau de réalisation des objectifs et activités, tant sur le plan qualitatif que quantitatif.

Une part importante de cette programmation achevée portait sur des projets en matière d'enseignement supérieur et de recherche. Des partenariats entre des établissements d'enseignement supérieur et de recherche ont été développés ou renforcés. La majorité des projets portaient sur des sujets de recherche appliquée relevant des sciences sociales et humaines, des sciences appliquées à l'environnement et à l'agronomie et à la médecine. Des 160 mensualités de bourse octroyées par Wallonie-Bruxelles international aux partenaires tunisiens de la programmation, les deux tiers d'entre elles portaient sur la réalisation des projets de recherche, ce qui a permis l'accompagnement d'au moins une trentaine de thèses de doctorat et habilitations à la direction de recherche en Tunisie.

Secteur de l'eau, développement agro-environnemental face au changement climatique, valorisation des ressources minérales et végétales locales, gestion des pollutions et des déchets, traitement des sols contaminés ont présenté autant d'enjeux propices au partenariat multi-acteurs.

Plusieurs projets se sont inscrits dans une approche de formation technique ou professionnalisante dans différentes régions de Tunisie. Ils portaient tant sur le partenariat inter-entreprises entre PME, la formation des métiers d'art à Nabeul, la formation et échanges de bonnes pratiques syndicales, la formation à l'entrepreneuriat entre le Forem de Wallonie et l'Agence tunisienne du travail indépendant (ANETI). Le projet portant sur le coaching entrepreneurial de jeunes femmes diplômées issues des zones défavorisées a malheureusement dû être suspendu.

La programmation de coopération 2016-2018 a soutenu 4 projets dans le secteur de la santé au sens large : deux de coopération hospitalière et interuniversitaire en soins gériatriques et en autonomisation des personnes âgées, et 2 abordant, avec la société civile, les problèmes d'addiction et de prévention de la violence à l'encontre des femmes.

Bien que la programmation ne comportait pas un axe spécifique dédié aux acteurs de la société civile tunisienne, ceux-ci ont été étroitement associés, de manière transversale, à nombre de projets et en étaient aussi les bénéficiaires directs ou indirects. C'est notamment le cas pour les projets relevant de l'environnement (formation éco-conseil, gestion de l'eau...), de la formation et de l'entrepreneuriat, de la santé (prévention de la violence conjugale...), de la culture (appui à la professionnalisation de structures culturelles et artistiques)...

Le volet médias de la programmation était porté par deux partenariats consacrés à la formation d'étudiants en journalisme et à la régulation audiovisuelle (cf infra) avec une étude comparée sur la représentation des femmes dans les productions de fiction télévisuelles.

### Focus sur une sélection de résultats et projets 2016-18

Un regard est porté ici sur quelques projets et leurs résultats atteints lors de la programmation 2016-18, dans les différents secteurs et thématiques couverts. Certains de ces projets seront poursuivis.

#### Etude sociologique sur la participation des femmes aux élections municipales

Entamé avec l'Université de Tunis et conduit par l'Institut des SHS de l'ULg, le projet visait essentiellement l'identification des difficultés et les handicaps à la participation des femmes à la vie publique dans la commune de Tazarka en 2017, un an avant la tenue effective des élections municipales en mai 2018 (cf infra).

A partir des données recueillies en octobre 2017 auprès de 400 femmes, les résultats suivants sont dégagés : dans une situation socio-économique meilleure que la moyenne nationale, l'intérêt que portent les femmes de la commune à la vie publique demeure plus important que ce qui est constaté dans d'autres localités. 8,6% des femmes disent avoir participé à des activités associatives et 5,8% à des activités partisans. Les activités syndicales demeurent quant à elles très faibles avec seulement 2% de participation des femmes. La participation aux élections législatives (2014) et l'intention de participer aux élections municipales sont plus importantes que le niveau national avec respectivement 60,5% et 62,3%. Cependant l'influence du conjoint est aussi manifeste sur la participation. Plusieurs entraves à la participation politique et associative ont été signalées par les femmes interrogées, parmi les plus importantes : le faible niveau d'instruction (76,3%), les charges familiales (67,7%), et le manque de confiance des responsables politiques envers les femmes (62,7%).

Le colloque international sur « la participation des femmes à la vie politique. Avancées et obstacles », eut lieu en oc-



tobre 2018 à la Faculté des Sciences Sociales de l'Université de Liège. Les résultats de la recherche et des communications présentées au colloque feront l'objet d'un ouvrage collectif publié en Tunisie.

### Valorisation industrielle des argiles tunisiennes

Mis en œuvre par le Centre des Recherches et des Technologies des Eaux en Tunisie (CERTÉ) et l'Université de Namur, ce projet au long cours visait à valoriser semi-industriellement l'argile tunisienne pour la fabrication du béton léger, la céramique, la brique réfractaire et le traitement des eaux résiduaires. Les gisements en Tunisie contiennent des matières argileuses de natures très différentes, susceptibles d'être utilisées dans plusieurs secteurs industriels. Un partenariat avec l'ONM (Office National des Mines de Tunisie) a été établi dans le projet. Les activités communes de recherche appliquée ont été développées autour des axes suivants :

- fabrication de la brique réfractaire et agrégat léger à partir de l'argile tunisienne.
- rétention de colorants par les argiles tunisiennes, par 2 séjours de recherche en Wallonie.
- purification des eaux usées par des agrégats légers, avec un séjour de recherche à Namur.
- caractérisation géologique des argiles du district de Neza-Sejnane et travaux focalisés sur les conditions géologiques de formation des argiles blanches avec plusieurs séjours de recherche en Wallonie et une thèse de doctorat belge. Communication des résultats de la recherche sur les sous-sols tunisiens dans des conférences spécialisées envers les entreprises susceptibles d'investir.



Valorisation des argiles tunisiennes Université Namur / CERTÉ

Sept PFE de licence et master ont été soutenus en Tunisie. Quatre doctorats sont en cours (ou ont été achevés). Le partenariat a généré 4 articles scientifiques sur la période et 15 proceedings publiés dans les congrès internationaux. L'équipe tunisienne travaille activement avec d'autres partenaires internationaux sur la valorisation des géomatériaux. L'équipe belge inclut ces travaux dans une perspective à l'échelle du Maghreb, notamment avec des synergies au Maroc (deux projets ERASMUS+ en cours).

### Valorisation des agro-ressources végétales typiques des régions arides et semi-arides

Ce projet s'inscrit dans un partenariat de longue durée entre Gembloux Agro-Bio Tech - Université de Liège et le Laboratoire Analyse, Valorisation et Sécurité des Aliments de l'École Nationale d'Ingénieurs de Sfax. Il a été orienté essentiellement vers l'étude des potentialités de valorisation de certaines agro-ressources végétales, produites et consommées en Tunisie par l'extraction et la caractérisation de composants à haute



valeur ajoutée tels que les huiles non conventionnelles, les fibres, les protéines et les antioxydants et le développement de nouveaux produits fonctionnels et nutritifs.

Le projet développe des procédés de valorisation intégrant plusieurs agro-ressources végétales et incorpore des fractions fonctionnelles dans les produits des bio-industries.

Six thèses en génie biologique ont été soutenues en Tunisie, 1 thèse en cotutelle a été soutenue à Gembloux, et 3 habilitations à la direction de recherche ont été préparées dans le cadre de ce projet. Six missions de recherche en Belgique et en Tunisie ont été organisées sur la durée du projet. 7 mois de recherche ont été effectués en Belgique.

Les deux partenaires ont co-organisé avec l'Association Méditerranéenne de l'Industrie Agroalimentaire la 6<sup>ème</sup> journée scientifique de l'agroalimentaire JSAA 2018 à Sousse et se joignent à leur organisation en mars 2019. 18 publications scientifiques sont diffusées dans des revues scientifiques internationales. Cinq brevets d'innovation sont déposés dans le cadre de ce projet.

### Développement d'une filière d'agri-tourisme bio, durable et équitable

Pilotée par la Direction générale de l'agriculture biologique en Tunisie et la Fédération inter environnement Wallonie, la programmation 2016 - 2018 a permis de jeter les bases du projet de développement d'une filière d'agri-tourisme bio, durable et équitable à l'échelle des territoires tunisiens avec une forte participation multi-acteurs tunisiens et belges. Plusieurs missions d'expertise eurent lieu en Tunisie et en Wallonie durant ces 3 années et permirent aussi des rencontres avec des bailleurs de fonds internationaux actifs sur ces enjeux. Une importante délégation du ministère de l'agriculture s'est rendue en Wallonie en avril 2018 afin d'étudier des expériences de terrain en agri-tourisme et de conclure une convention entre les parties. La délégation tunisienne fut aussi accueillie par René Collin, ministre wallon de l'agriculture, de la ruralité, du patrimoine et du tourisme, lors d'une des visites agro-touristiques. (voir plus loin pages Environnement)

### Formation au partenariat interentreprises pour l'exportation

Ce projet de coopération entre le CEPEX tunisien et le FO-PROCI wallon avait pour objectif de former aux techniques de partenariat interentreprises et de favoriser la mise en relation d'entreprises sectorielles tunisiennes avec des entreprises wallonnes de référence internationale. Des visites à des institutions publiques et privées et des rencontres partenariales eurent lieu lors de plusieurs missions, notamment du pôle de compétitivité Biowin, la Fédération belge des industries chimiques et des



sciences de la vie (Essencia), l'Agence Wallonne à l'Exportation, la société Tilman, premier laboratoire de phytothérapie en Belgique, le Biopark de Gosselies, pôle d'excellence en biotechnologies qui regroupe des institutions de recherche universitaire, plateformes technologiques, entreprises et structures de valorisation de la recherche.

Le pôle biotechnologique de Sidi Thabet a développé une collaboration avancée avec des instituts de recherche et entreprises du Biopark de Gosselies actifs dans la recherche et la production de vaccins et de biomédicaments.

La dimension partenariale interentreprises sera poursuivie dans la nouvelle collaboration entre le CEPEX et l'Agence wallonne à l'Exportation et à l'investissement. Celle-ci veillera à mieux s'inscrire dans les programmes européens mobilisés en faveur des échanges et partenariats des entreprises.

### Développement de compétences des conseillers de l'emploi

Le projet entre le FOREM wallon et le ministère de la formation professionnelle et de l'emploi porte sur le rôle de l'Agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant (ANETI) dans la mise en œuvre du programme «FORSA TI» par le développement des compétences de ses conseillers de l'emploi. Il s'agissait de développer la relation avec les associations à travers l'élaboration des documents et la mise en place d'un processus de sélection des associations chargées de l'accompagnement des bénéficiaires de ce nouveau programme. Le deuxième objectif consistait à développer les compétences des conseillers de l'ANETI dans l'accompagnement personnalisé.

En matière de soutien au conseil en accompagnement personnalisé des chercheurs d'emploi, 60 conseillers ont vu leurs compétences renforcées en matière de techniques et procédures d'accompagnement personnalisé (compétences techniques métier); 20 conseillers ont vu leurs compétences renforcées en matière de bilan de compétences; 50 conseillers ont vu leurs compétences renforcées en matière de gestion relationnelle (soft skills, gestion de conflits, attitude coach, méthodes de mobilisation d'un public contraint...)



De nouveaux outils et techniques ont été intégrés dans le processus d'accompagnement. Suite aux visites des infrastructures et dispositifs du Forem, des visites de coordination et du suivi en Tunisie, il a été mesuré les marges de progression et des actions pour améliorer les services d'accompagnement et de suivi des chercheurs d'emploi ainsi que le fonctionnement général de l'institution. Des «fiches projet» ont été rédigées conjointement en vue de collaborations futures.

### La formation syndicale en dialogue social et développement de la société civile

Porté par deux fédérations régionales de la CSC, le projet s'est principalement attaché aux besoins prioritaires des deux

syndicats tunisiens –UGTT et CGTT - en matière de formation, de méthodologie de formation et à la question de la place des militants, jeunes et femmes, au sein de leur organisation.

La formation syndicale était menée en parallèle à l'adresse des deux syndicats tunisiens : la formation syndicale comme outil d'éducation permanente et de développement de la société civile pour les priorités de la CGTT ; le développement des compétences des délégués et militants dans le dialogue social et l'organisation syndicale pour l'UGTT.

Ce partenariat a permis à la CGTT d'avancer, malgré les contraintes de marginalisation syndicale et de reconnaissance de pluralisme dans le dialogue avec l'État.

Les objectifs portaient principalement sur la formation spécifique en communication, négociation, ainsi que sur la question sociale (sécurité sociale et concertation sociale), sur la démocratie économique (participation des travailleurs dans les entreprises, protection du travail) et dans les domaines du dialogue social et du travail décent. Une attention soutenue a été accordée à l'égalité des genres et à la place des jeunes dans la dynamique sociale portée par les syndicats.

Au terme des trois années de partenariat, la compréhension du fonctionnement et de la dynamique propre à chaque structure syndicale a permis d'observer l'ampleur du chemin parcouru vers une plus grande institutionnalisation des structures et professionnalisation des activités.

En plus des échanges de bonnes pratiques et de méthodologies efficaces dans l'animation et la gestion syndicale, les supports d'animation, outils de monitoring financier, stratégies d'affiliation, documents sur le droit du travail (Code du bien-être au travail par exemple) ont pu être valorisés et adaptés aux réalités et besoins propres du syndicalisme en Tunisie.

### Evaluation de la dépendance et de la perte de l'autonomie d'une population des personnes âgées

L'Université libre de Bruxelles avec son Laboratoire de psychologie médicale et d'addictologie, l'Hôpital Brugmann en partenariat avec le Centre hospitalo-universitaire de Monastir et son Service de psychiatrie ont développé un programme d'aide adapté au profil des dépendances des personnes âgées en Tunisie et maintenir ainsi l'autonomie en fin de vie.

Le projet a permis la validation d'un instrument d'évaluation de la perte d'autonomie au 3ème âge : la grille AGGIR (Autonomie Gérontologie Groupes Iso Ressources).

Le projet a finalisé la grille AGGIR et l'évaluation des autres aspects liés à la perte d'autonomie sur le plan cognitif et psycho affectif. Il a également permis la mise en œuvre de la formation des intervenants en matière de prise en charge des sujets âgés grâce à la reconduction du Certificat d'Etudes Complémentaires en psycho-gériatrie. Ce certificat est assuré à la Faculté de médecine de Monastir avec la participation de ressources professorales belges et l'organisation de manifestations thématiques visant la formation professionnelle des participants dans le domaine de la santé mentale des personnes âgées (tables rondes, ateliers, séances thématiques...), notamment lors des Journées nationales de recherche en psychiatrie.

### Prévention de la violence au sein de la famille

Développé par l'Office National de la Famille et de la Population (ONFP) et l'Association solidarité femmes - Refuge pour femmes battues de La Louvière, ce partenariat s'inscrit dans un contexte d'avancée législative importante en Tunisie en matière de lutte contre les violences faites aux femmes avec l'adoption de sa loi organique en 2017 et son entrée en application en février 2018. La cartographie des services en ce qui concerne les femmes victimes de violences a été publiée par l'ONFP et la convention intersectorielle signée en janvier 2018

souligne la nécessité urgente de former l'éventail de prestataires concernés et de renforcer leurs compétences.

Par l'organisation annuelle de séminaires à l'ONFP (avec une cellule d'une vingtaine de formateurs de formateurs de l'ONFP, de ministères et d'OSC) et de visites d'études à l'Association solidarité femmes, les capacités et les compétences des prestataires du CAP (centre spécialisé d'assistance) -ONFP et de ses partenaires ont été renforcées. La prise en charge spécifique des violences conjugales au sein du CAP-ONFP a été améliorée. Le CAP-ONFP est ainsi devenu un pôle de ressources en violence conjugale à l'échelle nationale. Le projet sera poursuivi par la consolidation de la formation des formateurs, le renforcement du travail intersectoriel, la dissémination des expériences et pratiques en Tunisie et la labellisation des services

suivant les normes internationales. Un colloque sera organisé à l'échelle du Maghreb.

### Professionnalisation des acteurs culturels et tournée de la « Caravane nomade des deux rives »

En matière de coopération culturelle inscrite dans la programmation bilatérale 2016-18, un des rendez-vous majeurs fut incontestablement la tournée emblématique de la Caravane de la compagnie des Nouveaux Disparus : 5 villes visitées, 18 jours de représentation, 44.000 spectateurs, une soixantaine d'organisateur et artistes des deux rives de la Méditerranée, une vingtaine de partenaires culturels, associatifs, institutionnels, diplomatiques et de coopération. Un élan de diversité et de démocratie culturelle! (voir plus loin, les pages culture)



## PROGRAMME DE COOPÉRATION BILATÉRALE INDIRECTE

Le programme de coopération bilatérale indirecte (CBI), mené par Wallonie-Bruxelles International (WBI) depuis 20 ans, encourage le partenariat durable et ses effets multiplicateurs entre villes, communes, provinces, intercommunales, universités et hautes écoles, ONG, organisations de travailleurs ou d'agriculteurs, mutualités... de Wallonie-Bruxelles avec leurs partenaires de pays sud. La Tunisie a rejoint à nouveau ce programme en 2016, aux côtés de 11 autres pays partenaires de coopération de Wallonie-Bruxelles.

Ce programme s'ouvre sur deux axes : (1) Programme de partenariat pour le développement qui porte sur au moins une des 169 cibles des 17 ODD - Objectifs de Développement Durable. Il relève d'une initiative conjointe entre le porteur belge éligible et ses partenaires du Sud dans une collaboration effective de mise en œuvre du projet. (2) Programme d'éducation et de partenariat pour la citoyenneté mondiale et solidaire.

En complément et en parallèle de la programmation de coopération bilatérale 2019-23 qui résulte du cadre de concertation intergouvernementale, le programme de coopération bilatérale indirecte fait l'objet d'un appel à projets annuel, vers le mois d'avril. Les projets se réalisent pour l'essentiel dans les pays partenaires, au bénéfice des publics cibles de ces pays et en étroite collaboration avec le partenaire local. Seules les organisations de Wallonie - Bruxelles précitées sont éligibles

au programme. Cependant, le partenariat entre organisations tunisiennes et organisations de Wallonie - Bruxelles est une exigence pour la participation à ces programmes.

Cinq projets sont cofinancés en Tunisie par ce programme depuis 2016. Sur le volet partenariat au développement, Médecins du Monde Belgique avec sa représentation en Tunisie met en œuvre deux projets sur l'amélioration de l'accès aux soins de qualité des populations de Gafsa et Sidi Bouzid et la création d'une plateforme participative locale d'amélioration de la santé sexuelle et reproductive. Ces projets sont également cofinancés par l'UE et la coopération fédérale belge.

Dans ce même volet, Avocats Sans Frontières (ASF) travaille sur l'amélioration de l'accès à une justice de qualité en Tunisie, ainsi que sur le soutien à la société civile actrice de la gouvernance locale.



Médecins du Monde Belgique - Poste de santé de base-Metlaoui-Visite Gafsa



# DROITS, PARTICIPATION POLITIQUE, SOUTIEN À LA SOCIÉTÉ CIVILE

## Démocratie et régulation des médias audiovisuels en Tunisie

Le Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Fédération Wallonie-Bruxelles (CSA) a été désigné en juillet dernier par l'UE comme pilote d'un projet de « jumelage » mené avec et au bénéfice de son homologue tunisien, la Haute Autorité indépendante de la Communication audiovisuelle (HAICA).

Le jumelage a été officiellement lancé à Tunis le 13 décembre dernier en présence des présidents des deux autorités partenaires, le ministre en charge des instances constitutionnelles, des droits de l'homme et des relations avec les organisations de la société civile, Mohamed Mahfoudh, les diplomates partenaires de l'Union européenne, de Wallonie-Bruxelles, de Belgique et de France ainsi que les organisations de la presse et des médias.

Instrument de voisinage, le « jumelage » constitue une relation partenariale entre une entité publique d'un ou plusieurs Etats membres de l'UE et une entité publique d'un pays bénéficiaire des politiques de coopération.

Instance constitutionnelle indépendante (une des cinq depuis la nouvelle constitution de 2014), la HAICA a pour objet d'établir un cadre de régulation audiovisuelle et de garantir la liberté d'expression, d'information et le pluralisme des idées et des opinions des radios et télévisions publiques et privées en Tunisie. Son rôle est particulièrement critique dans l'organisation des échéanciers électoraux (2014, municipales 2018, élections législatives et présidentielle à venir en 2019), en matière de lutte contre le terrorisme, de prévention des discours de haine, de promotion des règles d'accès aux médias, de l'égalité et de lutte contre les discriminations....

Le CSA Wallonie-Bruxelles s'est activement engagé sur la mise en place d'un cadre de régulation audiovisuelle dès les premières semaines de la transition démocratique en Tunisie début 2011 et a régulièrement mené des interventions d'appui et missions d'expertises auprès des autorités successives compétentes. Le CSA était aussi partie prenante de la dernière programmation de coopération bilatérale 2016-18 montée par WBI avec la Tunisie (cf. notre édition 2018). Avec la direction de la HAICA, le CSA a mené une première étude comparative approfondie sur la représentation des femmes dans les productions de fiction des télévisions publiques et privées tunisiennes et de la RTBF.

### Contenu du projet de jumelage

Ce projet s'étend sur 21 mois, à partir d'octobre 2018. Il comprendra 300 jours d'expertise partagés entre le CSA (une douzaine d'experts), la HAICA et l'Institut national de l'Audiovisuel (INA) français. Le projet repose sur 5 axes :

- Stratégie : adoption d'un plan de développement et de positionnement stratégique (vision à moyen-long terme) de l'instance constitutionnelle dans le paysage audiovisuel en Tunisie ;
- Monitoring et régulation : renforcement des capacités de l'instance dans sa fonction de monitoring et de contrôle de 12 chaînes de télévision et d'une trentaine de chaînes radios publiques, privées et associatives, nationales ou régionales ;
- Renforcement technique de l'exploitation des archives audiovisuelles (volet assuré par l'INA) ;

Sur le volet éducation et citoyenneté, « Slam et Salam, citoyens du monde » est développé par la Province de Hainaut et son partenaire local, l'association culturelle Narange à Nabeul.

Le département de la coopération bilatérale indirecte de Wallonie-Bruxelles international s'est rendu en Tunisie en décembre 2018 afin de rencontrer les partenaires des projets en cours de réalisation et de communiquer sur les appels à venir. Entre Tunis, Gafsa et Sidi Bouzid, la délégation CBI et la délégation générale Wallonie Bruxelles (DgWB), ont assuré différentes visites de terrain. Elles ont pris part à l'atelier de formation aux techniques de plaidoyer organisé par MdM et ses partenaires locaux de Gafsa et de Sidi Bouzid, dans le cadre du projet « Amélioration de l'accès aux soins de qualité ». Outre la participation à l'atelier de plaidoyer, la Délégation a également eu l'occasion de visiter différentes structures sanitaires hospitalières ou de première ligne.

Dans le but d'informer et de mobiliser en Tunisie autour de l'intérêt de ces mécanismes de financement en faveur des acteurs de la société civile tunisienne, une dizaine d'associations actrices dans les domaines de l'environnement, de l'économie sociale, des droits humains et de l'éducation/citoyenneté, ont été rencontrées ou visitées.

### Focus sur Avocats sans Frontières en Tunisie

Créée en 1992 à Bruxelles, Avocats Sans Frontières (ASF) est une ONG internationale spécialisée dans l'accès à la justice et la défense des droits humains. Son rôle principal est d'informer les populations sur leurs droits, renforcer la société civile et les avocats pour mieux accompagner les justiciables, et encourager les réformes législatives pour un meilleur respect des droits humains.

Dans la ligne de sa mission d'accompagner l'émancipation des citoyens, et notamment ceux en situation de vulnérabilité, ASF Belgique et ASF Tunisie assurent différents projets en cours.

Le programme de partenariat au développement de Wallonie-Bruxelles international apporte un cofinancement (avec d'autres bailleurs de fonds dont l'UE, PNUD...). « ADELA-Améliorer l'accès à une justice de qualité » vise à rendre les personnes en situation de vulnérabilité actrices de changement, faciliter leur accès à la justice et à renforcer leur rôle dans les décisions politiques. D'une durée de 30 mois, ce projet s'étend sur tout le territoire tunisien, en partenariat avec Action Associative et l'Ordre des Avocats Tunisiens.

Le deuxième projet cofinancé est porté par ASF et I-WATCH. « PASC-Rendre la Société Civile Actrice de la Gouvernance Locale » soutient la participation de la société civile tunisienne dans la planification locale des projets de développement et d'aménagement du territoire, dans les régions de Médenine, Tataouine, Gafsa, Kasserine, Sidi Bouzid et du grand Tunis.





Nouri Lajmi, Président de la HAICA

- Mise en place d'un service d'études et de recherches : production des données empiriques en relation avec l'activité de régulation (protection des publics, l'égalité et diversité, dignité humaine...);
- Elaboration d'une nouvelle stratégie de communication, de positionnement sectoriel et de relation avec les opérateurs du secteur.

Les études juridiques, journalistiques et sociologiques pourront associer les universités en Tunisie et notamment l'Institut de Presse et des Sciences de l'Information (IPSI) de l'Université de La Manouba, partenaire de coopération de l'IHECS-Institut des hautes Etudes des Communications sociales de Bruxelles dans la nouvelle programmation 2019-23 présentée plus haut.

Il est aussi important de soutenir le rôle de l'autorité tunisienne dans les réseaux européens et francophones de la régulation audiovisuelle. Au terme du jumelage en 2020, avec le soutien de Wallonie-Bruxelles international dans la programmation 2019-23, le CSA envisagera de poursuivre sa coopération autour des questions relatives à la représentation des femmes dans les médias audiovisuels et à la lutte contre l'extrémisme violent et le discours de haine.

### Régulation et réforme audiovisuelles

Une réforme du paysage audiovisuel tunisien est à l'étude et une nouvelle instance de régulation devrait voir le jour prochainement en Tunisie. L'enjeu consiste à renforcer le rôle de régulation de la nouvelle instance et non de réduire la capacité d'agir de l'instance constitutionnelle indépendante, au risque de porter atteinte à la liberté d'information et au pluralisme des médias.

La HAICA a été favorablement marquée par sa coopération suivie avec le CSA, comme la presse tunisienne l'a été dans ses échanges avec la presse belge francophone et le Conseil de déontologie des journalistes lors de différentes initiatives depuis 2011.

### Soutien à l'engagement des femmes dans la vie politique

Les premières élections démocratiques municipales ont permis de donner une certaine idée de la carte préélectorale des législatives et présidentielle de fin 2019. Le fort taux d'abstention de 66% de l'électorat inscrit constitue un fort indicateur de la désaffection de l'électorat. Cette nette désaffection est portée de manière marquante par le jeune électorat et dans une moindre mesure par les femmes, malgré la loi paritaire favorable à leur élection.

Grâce à la loi électorale paritaire, une des grandes avancées de la démocratie en Tunisie, les conseils municipaux sont composés à près de 49% par les femmes. C'est dans ce contexte

qu'a opéré depuis 2017 le projet d'engagement des femmes dans la vie politique «Femmes leaders de demain-Tunisie». Piloté par l'association belge «Actions en Méditerranée» fondée par la parlementaire et militante des droits des femmes, Simone Susskind, le projet comptait 46 femmes participantes venant de toute la Tunisie. Si 34 d'entre elles étaient finalement candidates au premier scrutin municipal démocratique du 6 mai en Tunisie, 12 d'entre elles ont été élues conseillères municipales et occupent aujourd'hui les fonctions de maires -adjointes ou de présidentes de commissions...

Les participantes élues viennent de toute la Tunisie : Kebili, Kasserine, Sfax, Kairouan, Monastir, Nabeul, Tunis, La Marsa, La Manouba, Djerba et Bizerte et représentent un éventail politique courant des listes indépendantes à Ennahdha en passant par Nidaa Tounes, Tayar et le Front populaire.

Tirant les enseignements de la campagne et de la tenue du scrutin, le suivi de «Femmes Leaders de Demain -Tunisie», après les élections municipales, comprenait deux volets sur la deuxième partie de l'année :

- (i) le soutien continu aux participantes élues en vue de les conforter, au regard de l'application concrète du code des collectivités locales, dans leurs fonctions et responsabilités, de gérer le rapport de force politique et de soutenir leur capacité de négocier. Il s'agit aussi de promouvoir l'intégration de l'approche genre de manière transversale dans leurs pratiques politiques.
- (ii) la poursuite du travail commencé avec les participantes non-élues en vue de l'établissement d'une communauté féminine trans-politique fondée sur les principes démocratiques. Cette approche permet de participer à une évolution politique fondamentale et novatrice en Tunisie en vue des futures échéances que le pays est appelé à connaître avec les prochaines élections régionales, présidentielle et législatives de la fin 2019.



Inséré dans la nouvelle programmation de coopération bilatérale 2019-23, la phase 2 du projet s'appuiera sur les structures spécifiques d'action en faveur de la décentralisation et de renforcement de capacités des femmes élues. Le projet cherchera aussi à assurer une mobilisation plus large de ses nombreuses associations partenaires en Tunisie. Free Sight à Tunis assurera le pilotage du projet sur le terrain, aux côtés des nombreuses OSC mobilisées.

Déjà présents dans le soutien au projet dans sa phase 2017-18, hors programmation bilatérale antérieure, le ministère des affaires étrangères belge et Wallonie-Bruxelles international continueront à œuvrer comme bailleurs de fonds sur les objectifs poursuivis.





Source : La Fondation Internationale pour les Systèmes Électoraux (IFES)

## Mission d'observation tunisienne aux élections communales et provinciales en Wallonie et à Bruxelles

Initiative originale à saluer, une mission d'observation électorale tunisienne a été montée par le Comité de Vigilance pour la Démocratie en Tunisie (CVDT) lors des élections communales et provinciales en Belgique le 14 octobre 2018. Le CVDT est une association tuniso-belge sans but lucratif (ASBL) activement engagée dans des enjeux de démocratie et de mobilisation citoyenne.

Cette mission a été montée en collaboration étroite avec les administrations des pouvoirs locaux des Régions wallonne et de Bruxelles-capitale avec l'appui de Wallonie-Bruxelles international. La mission réunissait une douzaine de représentants d'organisations de la société civile tunisienne, principalement membres de la Ligue tunisienne des Droits de l'Homme (LTDH) et de l'Association tunisienne de Développement et de la Formation (ATDeF).

Au-delà de l'observation électorale classique, il s'agissait aussi de permettre au groupe d'observateurs tunisiens de prendre un « instantané » de la vie démocratique en Belgique et de croiser les expériences (soit dépasser les observations en « sens unique ») entre observateurs belges et tunisiens à travers les deux scrutins de mai et d'octobre, inscrits dans des contextes politiques et institutionnels différents. La mission s'immergea pendant quelques jours dans les préparatifs techniques (conditions et procédures électorales, éligibilités-dont le vote de non Belges, parité électorale femmes/hommes, modalités de vote électronique ou non...) avant de pouvoir mener ses objectifs d'observation lors du jour du scrutin, de



Délégation tunisienne d'observation électorale en Wallonie et à Bruxelles - octobre 2018

l'avant-ouverture des bureaux de vote au dépouillement in situ des voix et la visite en fin de journée du siège central des élections en Wallonie.

A la fin du scrutin, la délégation tunisienne fut accueillie au siège central des élections en Wallonie, à Namur, par Valérie de Bue, ministre des pouvoirs locaux. La ministre s'est réjouie de l'initiative citoyenne tuniso-belge et s'est déclarée prête à soutenir l'action d'organisations de la société civile dans le renforcement de la démocratie locale en Tunisie.

La délégation tunisienne rencontra d'autres autorités locales, dont le bourgmestre de Bruxelles, Philippe Close. Elle rencontra également les syndicats et des ONG actives dans la coopération internationale.

## Une rencontre des Prix Nobel de la Paix tunisien et belge à Bruxelles

La Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés a reçu le 19 octobre 2018 au Sénat à Bruxelles le prix Henri La Fontaine pour l'Humanisme 2018, en reconnaissance à sa contribution



De gauche à droite : Mehdi Kassou, plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés, Mokhtar Trifi, président d'honneur de la LTDH, et Pierre Galand, vice-président de la Fondation Henri La Fontaine



à la liberté d'expression et à son action en faveur des réfugiés. Le prix a été remis entre les mains des animateurs de la plateforme, Mehdi Kassou et Adriana Costa Santo par Mokhtar Trifi, président d'honneur de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme et représentant du co-lauréat du Prix Nobel de la Paix en 2015 remis au «quartet du dialogue national» en Tunisie.

Mehdi Kassou a dédié le prix aux milliers d'hébergeurs qui se sont mobilisés en Belgique depuis 2014 pour accueillir les migrants et notamment ceux qui se sont réfugiés au parc Maximilien dans le centre de Bruxelles, faute de pouvoir être accueillis dans une structure publique d'hébergement. Mokhtar Trifi a salué le courage des hébergeurs qui osent braver les perquisitions policières. «Le problème migratoire est devenu une arme de négociation» dans le chef des pays européens dont les politiques imposent un libre-échange qui porte mal son nom, a-t-il déclaré.

Ce Prix pour l'Humanisme a été créé par la Fondation Henri La Fontaine en mémoire d'Henri La Fontaine, Prix Nobel de la Paix 1913 et co-fondateur du Mundaneum, vaste et ambitieux centre de documentation mondiale.

Spécialiste du droit international, Henri La Fontaine a imaginé et participé à la création de la Société des Nations, pré-mise de l'Organisation des Nations Unies.

Mokhtar Trifi a exercé la présidence de la Ligue tunisienne des Droits de l'Homme de 2000 à 2011. Il en devient président d'honneur ensuite ainsi que président du bureau de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme en Tunisie. En 2016, il est élu vice-président de l'Organisation mondiale contre la torture.

Une rencontre virtuelle dans le temps en somme, en l'espace d'un siècle, entre 1913 et 2015, autour d'idées et de valeurs communes.

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

### Nouveaux programmes de l'enseignement supérieur en Fédération Wallonie-Bruxelles

Vingt-sept formations supérieures inédites devraient voir le jour en 2019, en Fédération Wallonie-Bruxelles : 9 bacheliers, 10 masters, et 8 bacheliers ou masters de spécialisation. Parmi ces nouveautés, un master en microbiologie moléculaire, un master de spécialisation en approche interdisciplinaire des droits de l'enfant, ou encore un autre, en économie sociale présenté en codiplômation, par l'Université Catholique de Louvain et l'Université de Liège. Un bachelier professionnalisant en génie électrique et un master en sales management s'ajoutent également à l'offre d'enseignement supérieur en alternance. L'Université Catholique de Louvain innove avec un bachelier en sciences philosophiques, politiques et économiques à approche multidisciplinaire qui offre la possibilité d'orientation vers l'un ou l'autre de ces trois domaines. Dans le domaine de la santé, deux bacheliers hygiéniste bucco-dentaire associant universités et hautes écoles seront créés respectivement à Liège et à Bruxelles, ainsi que deux masters en sciences pharmaceutiques supplémentaires, proposés en codiplômation, devraient voir le jour.

Plusieurs nouveaux programmes sont proposés dans les domaines artistiques, comme le bachelier en musique axé lutherie coorganisé par l'Institut Supérieur de Musique et de Pédagogie et la Haute Ecole de Namur-Liège-Luxembourg. Dans le même secteur d'art, un master en danse, première formation diplômante dans ce domaine, est proposé par l'Université Libre de Bruxelles en association avec le Conservatoire royal de Bruxelles et l'Institut National Supérieur des Arts de Spectacle (INSAS).

### Appel à manifestation d'intérêt : chercheurs et diplômés de Wallonie-Bruxelles en Tunisie

*En vue de favoriser un réseau des Alumni Wallonie-Bruxelles en Tunisie, la Délégation invite tout diplômé d'un établissement d'enseignement supérieur belge francophone, ou tout chercheur ayant effectué un long séjour de recherche, de doctorat ou de post-doctorat, en Wallonie ou à Bruxelles, à manifester son intérêt auprès d'elle.*

### Accès aux études supérieures de la Fédération Wallonie - Bruxelles

Depuis 20 ans, la Délégation générale Wallonie Bruxelles à Tunis assure un programme d'information sur les études supérieures en Belgique francophone. Ce programme est adressé aux élèves et étudiants résidents en Tunisie et a pour objectif de faciliter l'accès aux études supérieures.



8 rencontres mensuelles sont programmées, de novembre à juillet, à raison de 2 chaque semaine. Ces rencontres portent sur la présentation de :

1. L'organisation générale et l'offre de l'enseignement supérieur belge francophone
2. Les conditions d'admission et d'équivalence des diplômes
3. Les frais d'études et les conditions de séjour
4. Les conditions spécifiques, programmes et spécialisations des établissements supérieurs (universités et hautes écoles)

Les sessions d'information répondent à la demande croissante des élèves/étudiants qui souhaitent entamer ou poursuivre leurs études supérieures en Fédération Wallonie-Bruxelles. Les dossiers d'information sont actualisés et adaptés aux profils des visiteurs et aux requêtes demandées.

Sur les 1220 demandes d'informations aux études supérieures belges francophones, reçues lors des sessions d'information pour la période 2015-2018, 63% concernent des demandes de renseignement portant sur les études du 1er cycle, le master ou doctorat, dans le domaine de la santé (médecine, médecine dentaire, pharmacie, kinésithérapie, sciences infirmières ou sciences médicales). L'informatique et les sciences économiques et de gestion viennent en 2<sup>ème</sup> position avec, respectivement, un taux de 11%. Une moyenne annuelle d'une centaine d'étudiants tunisiens inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur belge y sont admis à partir de Tunisie. Les universités et hautes écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles accueillent plus de 200 étudiants en moyenne par an, dont le quart est inscrit dans un cursus doctoral.

## 4<sup>ème</sup> séminaire sur l'internationalisation des institutions d'enseignement supérieur francophones

L'université de la Manouba accueillait ces 11 et 12 février 2019 le 4<sup>ème</sup> séminaire du groupe des responsables des relations internationales des institutions d'enseignement supérieur francophones (GRRIF). Le GRRIF rassemble une fois par an des acteurs de terrain pour discuter des enjeux de l'internationalisation pour des institutions francophones, dans un monde globalisé et largement anglophone.

Le séminaire a rassemblé une cinquantaine de participants venus d'Algérie, du Bénin, de France, du Liban, du Maroc, du Québec, du Sénégal, de Suisse, de Tunisie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Il s'agissait du premier séminaire du GRRIF organisé dans un pays du Sud, après le Canada, la Belgique

et la Suisse, démontrant une nouvelle fois l'ouverture de cet espace de dialogue entre « les Nord » et « les Sud ».

Un des thèmes clés traités durant la rencontre concernait les liens entre l'autonomie des institutions et leur internationalisation. Si l'internationalisation est devenue une composante majeure des stratégies déployées par la plupart des institutions d'enseignement supérieur, la capacité à développer, à mettre en œuvre ou à renforcer l'internationalisation semble rester, au moins en partie, conditionnée par le degré d'autonomie dont dispose une institution.

Ce séminaire privilégie une approche participative, favorise l'échange de bonnes pratiques et les opportunités de réseautage en alternant des ateliers de travail, des sessions de présentations de projets d'internationalisation, des interventions d'experts et des échanges informels qui ont été facilités aussi par un accueil convivial offert par la Délégation générale Wallonie-Bruxelles à Tunis.

## Coopération académique et scientifique Tunisie/Wallonie-Bruxelles

À la marge du 4<sup>ème</sup> séminaire sur l'internationalisation des institutions d'enseignement supérieur francophones (GRRIF), l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur (ARES), conduite à Tunis par Judith Lemaire, présidente de sa commission des relations internationales, et la Délégation Wallonie - Bruxelles ont rencontré les partenaires institutionnels tunisiens au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de Recherche Scientifique (MESR). Outre la présence de directeurs généraux du ministère, la réunion associait également les responsables de programmes européens (Erasmus + et Horizon 2020) et le président de la Conférence des présidents d'université.

La réunion consistait à examiner le chemin parcouru en matière de coopération académique et scientifique et d'envisager les objectifs et moyens avec le MESR. Gouvernance de l'enseignement supérieur et de la recherche, autonomisation des universités tunisiennes, évaluation, assurance qualité, accréditation des cursus et des établissements ainsi que la valorisation de la recherche à des fins économiques et sociétales ont été abordés. Outre les enjeux de la coopération bilatérale, l'intérêt des objectifs discutés consiste aussi à mieux encadrer les mobilités doctorales et postdoctorales, à réunir les différents acteurs compétents sur l'ensemble des chaînes de valeurs mobilisées et de favoriser l'insertion des projets dans les différents réseaux et programmes de l'UE et de la Francophonie.





## ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Outre le focus présenté ici sur deux projets de développement durable, qui émergent de programmes de financement bilatéral et de l'Union européenne, le lecteur voudra bien se reporter aux articles plus haut sur les orientations de la nouvelle programmation de coopération Tunisie/Wallonie-Bruxelles et le tableau des projets qui suit.

### Développement d'une filière d'agri-tourisme bio, durable et équitable

L'ambition de ce projet repose sur la volonté d'une série d'acteurs privés et associatifs (fédération du tourisme tunisien, syndicat agricole, associations belges) et publics (ministères de l'agriculture et du tourisme tunisien, Région wallonne) de soutenir le développement d'une filière d'agri-tourisme biologique, durable et équitable sur l'ensemble du territoire tunisien. Les objectifs du plan d'action élaboré entre les partenaires (dans le cadre de la programmation 2016-2018, voir plus haut) visent à créer une valeur ajoutée économique, sociale et environnementale pour les territoires tunisiens, dans une stratégie éloignée du modèle problématique et non-durable du tourisme de masse longtemps éprouvé en Tunisie.

La vision du secteur à l'horizon 2030 en Tunisie consiste à faire de l'agriculture biologique tunisienne un modèle international soutenu par une meilleure gouvernance du secteur. La stratégie à mettre en place prévoit le développement de bio-territoires et un éco-tourisme dans les régions. L'objectif ultime est de créer avec l'agriculture biologique un moteur de développement local - régional complémentaire

à d'autres filières économiques, telles que l'écotourisme, la culture, le patrimoine et l'artisanat.

Ce projet se fonde notamment sur un modèle exemplaire qui a fait ses preuves en Wallonie, et ailleurs, pour soutenir la diversification agricole de manière qualitative, renforcer l'attractivité locale à travers une offre diversifiée et répondre aux besoins d'un tourisme plus respectueux de l'environnement. Ce développement rural qui vise différents publics-cibles, dont les femmes et les jeunes, s'articulera autour de la création d'une nouvelle structure de gouvernance privé-public qui aura pour objectif de fédérer 700 acteurs du secteur de l'agri-tourisme et de l'éco-tourisme à l'horizon 2023. Cette coupole soutiendra entre autres le développement commercial de l'activité et renforcera les capacités du secteur à travers la formation de formateurs d'éco-conseillers ruraux et le coaching de porteurs de projet. Elle initiera enfin des projets pilotes susceptibles d'être des moteurs d'inspiration sur les cinq bio-territoires tunisiens.

La Direction Générale de l'Agriculture Biologique (DGAB) du ministère de l'agriculture s'est dotée d'une stratégie articulée en Tunisie autour du développement durable, de la préservation de l'environnement et de la protection de la santé. L'employabilité, l'amélioration du niveau de vie des petits agriculteurs biologiques, le développement et diversification des marchés, le développement de la compétitivité du secteur de l'agriculture biologique et le développement d'un modèle économique territorial avec les secteurs d'activités annexes (agri-tourisme, agroalimentaire, artisanat, la gestion des déchets, etc.) sont autant de programmes inscrits dans la stratégie et missions de la DGAB.

La Fédération Inter-Environnement Wallonie (IEW) rassemble 135 ONG et associations qui travaillent à une meilleure prise en compte de l'environnement et de la transition écologique en Wallonie et à Bruxelles.

Sont associés à ces deux pilotes du projet, le syndicat des agriculteurs Synagri, l'Office national du tourisme tunisien (ONTT), la Fédération interprofessionnelle du tourisme, Accueil champêtre Wallonie et l'Institut Eco-conseil



بيو تونس





de Namur. Ce dernier se chargera notamment de la formation des éco-conseillers ruraux et assure la mise sur pied d'un ambitieux programme de formation de formateurs éco-conseillers avec le CITET dans la nouvelle programmation de coopération bilatérale 2019-23.

Le développement du projet repose sur 3 axes synchronisés :

- mise en place d'un groupement sectoriel (coupole privé-public) avec un point focal et la mise à disposition de ressources au sein de l'Administration (DGAB) afin de coordonner le planning de mise en œuvre de la structure. Il s'agira aussi de soutenir les démarches et ateliers en vue de financer le modèle développé ci-dessus à travers des recherches de moyens auprès de bailleurs de fonds internationaux avec lesquels des contacts et des propositions ont été formulées en 2017 et 2018;
- le renforcement de capacité par la formation des éco-conseillers ruraux (formation de la diversité des acteurs et formation des formateurs);
- soutien à des projets pilotes du plan d'action national tunisien à partir de 2020 et dans la lignée de la vision 2030.

## Jumelage wallon dans le secteur de l'eau en Tunisie

Sur financement de l'instrument financier de jumelage de l'UE, l'objectif principal du projet est d'appuyer le ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (MARHP) dans la mise en œuvre du nouveau code des eaux en Tunisie et des approches stratégiques afférentes, notamment en matière de police de l'eau.

Il s'agira de renforcer les capacités humaines, institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles des acteurs impliqués dans la gestion du Domaine Public Hydraulique (DPH) et la police de l'eau pour la maîtrise de l'utilisation des ressources hydriques et l'application du nouveau code des eaux.

Le projet s'inscrit dans un cycle de réforme et vise à une meilleure application du code des eaux et plus spécifiquement sur son respect via un appui stratégique à la Police de l'eau. L'accompagnement des dispositifs opérationnel, institutionnel et

organisationnel, qui renforcent l'application du code des eaux prévoit l'atteinte de 4 résultats :

- l'analyse des capacités et des moyens opérationnels pour l'application du code des eaux et définition des mécanismes de coordination et de coopération entre les institutions en charge de la gestion du DPH;
- la mise en opération d'un corps d'inspecteurs de l'eau et du DPH relevant d'une ou de plusieurs institutions est en opération;
- l'élaboration d'une stratégie de sensibilisation et de communication vers les agents, les acteurs et publics cibles concernés par la protection, la valorisation, le contrôle du DPH et la tarification des ressources en eau est élaborée;
- l'organisation des ressources humaines pour l'exercice de la police de l'eau et l'application du code des eaux sur le DPH.

La Société wallonne des eaux (SWDE) pilote le projet avec le ministère tunisien.

Le Ministère français de la Transition Ecologique et Solidaire (MTES) et la Société publique de Gestion des Eaux de Wallonie (SPGE) sont des partenaires associés au projet.

Société de service public belge, la SWDE a pour mission principale la production de l'eau potable, en assurant la protection durable de la ressource, la distribution de l'eau potable par canalisation, la conception des infrastructures de production et de distribution d'eau. Elle est chargée de la mise en œuvre des politiques sectorielles de l'eau, notamment la réalisation du schéma régional des ressources en eau et l'analyse du coût vérité. Après un jumelage mené en Algérie en 2011-12, elle vient d'y achever avec succès un 2me jumelage en matière de gouvernance et de gestion intégrée des ressources en eau.

Société anonyme de droit public, la Société publique de Gestion de l'Eau (SPGE) assure la coordination et le financement du secteur de l'eau en Wallonie. Ses missions résident principalement en la collecte et le traitement des eaux usées domestiques, la protection des ressources hydriques, l'élaboration des plans de gestion...

A noter qu'après le lancement du jumelage présenté plus haut en régulation audiovisuelle, ce nouveau jumelage est le deuxième à être porté par une institution de Wallonie-Bruxelles.



## Activités du Bureau AWEX à Tunis

Durant l'année 2018, l'AWEX Tunis a accompagné plus de soixante-dix sociétés wallonnes et luxembourgeoises dans leurs démarches de prospection du marché local. Certaines d'entre elles sont déjà implantées en Tunisie. Les services présentés couvrent l'ensemble de la démarche d'exportation de biens et de services dans divers secteurs d'activité : recherche et sélection de partenaires/clients potentiels, informations sur la réglementation locale (fiscalité, douane, procédure d'importation...), informations sur le marché, organisation de visites de prospection, diffusion des appels d'offres internationaux (sociétés wallonnes), acquisition et envoi des cahiers des charges aux sociétés wallonnes, dépôt des dossiers de participation aux appels d'offres internationaux...

La majorité des sociétés qui ont sollicité l'AWEX Tunis sont actives dans le secteur des technologies TIC, services et consulting, énergie & environnement, secteur médical et (para) pharmaceutique ainsi que celui de la construction & BTP.

En 2018, trois sociétés tunisiennes ont sollicité le service de l'AWEX Tunis pour la création de filiales en Wallonie dans les secteurs : services, commerce & TIC.

Avec la Délégation générale Wallonie-Bruxelles, et suivant les besoins des entreprises, l'AWEX Tunis est également devenue plus attentive aux acteurs de la valorisation de la recherche et de l'innovation en Tunisie.

## Le conseil de gouvernance économique belgo-tunisien à Tunis

Créé à Tunis en mai 2017, le conseil de gouvernance économique belgo-tunisien réunit les missions diplomatiques et commerciales belges ainsi que des entrepreneurs belges ou belgo-tunisiens. Il associe toute expertise recherchée en appui au développement de ses activités. En complément de la distribution des compétences en matière de commerce extérieur et d'investissement, il a pour principal objet de constituer un lieu de concertation et de conseil relatif aux projets des entreprises belges et belgo-tunisiennes en Tunisie et de favoriser les échanges économiques et commerciaux entre les deux pays. Il accueille régulièrement des ministres ou cadres pour consultation sur les projets de développement, cadre législatif et évolution des échanges bilatéraux. En janvier dernier, il accueillait aussi la secrétaire d'Etat au commerce extérieur de la Région bruxelloise, Cécile Jodogne. Johnny De Meirman, investisseur belge expérimenté en Tunisie et notamment PDG de Demco, en assure le secrétariat général.

## Actions prévues pour 2019 et aperçus sectoriels

### SITIC AFRICA 2019

L'AWEX Tunis participera à la 4<sup>ème</sup> édition du Salon International des Technologies de l'Information et de la Communication «SITIC AFRICA 2019» dédié à l'Afrique et qui se tiendra à Tunis du 18 au 20 juin 2019 <https://www.siticafrica.com/>. L'AWEX disposera d'un stand d'information afin de rencontrer les acteurs économiques tunisiens à la recherche de partenariats avec les sociétés belges du secteur TIC.

SITIC AFRICA 2019 comporte en parallèle des rencontres «B to B». Des Forums et des workshops seront organisés durant le Salon. Ces rencontres permettront aux acteurs publics et privés impliqués d'identifier des opportunités de collaboration avec des partenaires belges.

### Grappe Cimenteries, Eaux & Environnement 2019

L'Union Wallonne des Entreprises (UWE), en partenariat avec l'AWEX, organise fin 2019 une pré-mission en Tunisie axée sur les secteurs cimenteries, eaux & environnement afin de cibler les besoins des acteurs tunisiens.

Cette pré-mission sera destinée à préparer la mission de 2020 avec la participation prévue de 12 à 16 sociétés wallonnes.

Cet événement sera une occasion d'échanges d'expertises entre acteurs wallons et tunisiens dans le but d'étudier les opportunités de collaboration sur le marché local.

[www.uwe.be](http://www.uwe.be)

### Secteur des TIC en Tunisie

Le secteur des TIC en Tunisie est devenu l'un des plus performants de l'économie tunisienne. Il a connu une croissance de la production, de la formation, des investissements et du développement technologique autour de plusieurs pôles de recherche et d'innovation.



Le développement du secteur des TIC fait partie des orientations stratégiques du plan quinquennal 2016-2020 à travers le Plan National Stratégique «Tunisie Digitale 2020» et le programme «SMART Tunisia». L'objectif est de faire de la Tunisie un «Hub Régional du Numérique».

La «Santé numérique» est un axe stratégique du «Plan National Stratégique Tunisie Digitale 2020», en appui à l'ambition de la réforme du Système de Santé. Le Ministère de santé tunisien a planifié dès 2016 un ensemble de projets et programmes nationaux qui sont : la modernisation du Système d'Information Sanitaire, Programme de mise à niveau des Systèmes d'Information Hospitaliers, le développement des télé-services et le développement d'approches territoriales de l'e-santé et des expériences de télémédecine,...

Dans le cadre du plan stratégique national «Tunisie 2020», l'Agence tunisienne d'Internet (ATI) commence la mise en œuvre du projet national «Réseau national intégré de l'administration (Rnia)» qui vise à mettre en place une infrastructure unifiée pour interconnecter plus de 1.200 sites de l'administration au niveau central, régional et local : sièges des ministères et leurs annexes, les directions régionales, les établissements publics, les centres sectoriels de l'informatique, les gouvernorats, ainsi que les municipalités et leurs arrondissements.

La Tunisie accueillera le 1<sup>er</sup> Sommet de l'Intelligence Economique Francophone (SIEF) en 2020 en marge du 18<sup>ème</sup> Sommet de la Francophonie. Cet événement, à l'initiative du Centre Africain de Veille et d'Intelligence Economique (CAVIE), en par-

tenariat avec Tunisia-Africa Business Council (TABC), est prévu pour le 4ème trimestre 2020 pour réunir les plus importants acteurs mondiaux de l'intelligence économique.

Pour la première fois en Tunisie, les drones seront désormais utilisés dans la gestion de projets agricoles afin d'améliorer notamment le pilotage et le suivi des périmètres irrigués et le développement agricole et rural intégré.

Plan National Stratégique Tunisie Digitale 2020 :

[www.mtcen.gov.tn](http://www.mtcen.gov.tn)

RNIA : <http://www.lapresse.tn/component/economie/?-task=article&id=159779>

SIEF 2020 : <https://portail-ie.fr/short/2017/tunisie-le-1er-sommet-de-lintelligence-economique-franco-phone-se-tiendra-en-2020>



### Secteur des TIC en Wallonie

Le secteur des services des TIC est au cœur de la transition numérique de l'économie en Wallonie. Plusieurs initiatives sont mises en place par Digital Wallonia pour augmenter significativement la visibilité du secteur du numérique au niveau international.

Digital Wallonia assure la stratégie numérique de la Wallonie dans un territoire connecté et intelligent. Cette stratégie fixe les priorités et objectifs des politiques publiques, ainsi que le cadre des soutiens aux initiatives privées en faveur du numérique. La plateforme fournit les services et le support aux acteurs publics et privés engagés dans la mise en œuvre de la stratégie numérique. Digital Wallonia s'articule autour de 5 thèmes structurants : secteur du numérique, économie par le numérique, territoire connecté et intelligent, services publics, compétences et emploi.

En collaboration avec l'AWEX, Digital Wallonia propose un programme de missions internationales, notamment dans le cadre d'événements majeurs dans le monde. [www.digitalwallonia.be](http://www.digitalwallonia.be)

Digital Wallonia 2019-2024 s'articulera autour des enjeux transversaux qui formeront son cadre structurant pour toutes les actions mises en œuvre dans les cinq thèmes centraux : gouvernance numérique forte, cohérente et transversale, société digitale inclusive, responsable et souveraine, connectivité du territoire en très haut-débit et transformation numérique pour tous ainsi que la valorisation de l'ensemble des acteurs de la transformation numérique.

Digital Wallonia a analysé le secteur et la recherche numériques en Wallonie. Essentiellement actives dans le software et les services, les entreprises numériques wallonnes sont également largement tournées vers l'international. Un cinquième d'entre elles développent aussi des technologies avancées ou émergentes (IoT, data analytics, AR/VR).

La base de données de Digital Wallonia constitue aujourd'hui, la cartographie la plus complète du noyau dur du secteur du numérique wallon avec 1807 entreprises commerciales référencées au 1er décembre 2018.

<https://www.digitalwallonia.be/fr/publications/digital2018>

Le secteur TIC en Wallonie est fédéré par les structures suivantes :

- L'INFOPOLE Cluster TIC est le réseau wallon qui rassemble et fédère plus de 130 entreprises TIC afin de promouvoir le business et l'innovation par le partenariat.

Domaines d'applications : l'Industrie 4.0, la santé (e-santé), les transports intelligents, l'Internet des Objets (IoT), le Serious Game, le Big Data, l'Open Data, le Transmedia, la Cyber-sécurité, le web et l'e-commerce. <http://clusters.wallonie.be/infopole-fr/>

- TWIST (Technologies Wallonnes de l'Image, du Son et du Texte) est le cluster wallon des acteurs de l'audiovisuel. Il regroupe 105 membres : prestataires de service et développeurs de technologies innovantes, notamment dans les domaines suivants : cinéma, TV, animation, jeu vidéo, Internet, Mobile, réalité augmentée, Transmédia, multi-écrans, etc. [www.twist-cluster.com](http://www.twist-cluster.com)

- Technofutur TIC est un centre de compétence labellisé de mise en œuvre des projets dans le domaine des TIC. [www.technofuturtic.be](http://www.technofuturtic.be)

- Digital Industries, département d'AGORIA, regroupe des entreprises qui fournissent des produits, logiciels, systèmes, services ou solutions en vue de transporter, traiter et gérer différentes formes d'informations (images, sons et données). [www.agoria.be](http://www.agoria.be)

## Eclairage sur deux présences wallonnes en Tunisie

### Partenariat : Société Isotopes Radioactif (SISORA) avec Ion Beam Applications (IBA)

La Société Isotopes Radioactif (SISORA) assure un projet d'importance nationale dans le secteur de la santé. Ce projet consiste en la réalisation d'une unité de fabrication de produits radio pharmaceutiques à usage humain servant au dépistage précoce du cancer ainsi que l'évaluation efficace des traitements choisis. Ce projet représentera une exclusivité nationale de par la technologie employée ainsi que la spécificité du produit fabriqué.

SISORA a fait appel à la société Belge IBA qui est l'un des leaders mondiaux dans la réalisation de ce type de projet. IBA est en même temps le conseiller technique sur tous les volets de réalisation, le fournisseur du Cyclotron 18 Mev et des modules de synthèse mais aussi IBA est un partenaire permanent en sa qualité d'actionnaire dans le capital de la société.

SISORA fait partie d'une stratégie nationale de lutte contre le cancer. Le ministère des Finances et le ministère de la Santé



Isabelle Barisan et Christophe Bouvy d'IBA avec Yosr Kahia Mehri Directrice Générale de SISORA et toute l'équipe technique





Le Cyclotron Cyclone 18 d'IBA est un accélérateur de particules qui permet la production d'isotopes radioactifs

ont prévu l'installation en 2019 de 3 PET-Scan (tomographie par émission de positons) destinés à l'imagerie médicale dans les hôpitaux publics respectivement à Tunis, Sousse et Sfax, afin de pallier aux besoins des malades du cancer sur tout le territoire tunisien. A noter aussi, la volonté de SISORA de se projeter comme un centre de formation pilote en Afrique, et ce pour la formation dans le domaine de la radiopharmacie et les activités annexes (radioprotection des travailleurs et de l'environnement, la gestion des déchets radioactifs, contrôle qualité, les bonnes pratiques de fabrication dans le domaine radio pharmaceutique...)

<https://iba-worldwide.com/>

<http://www.sisora.com/>

### Cover Group

La société wallonne COVER Group a créé il y a 2 ans sa filiale en Tunisie, la société CYC Sarl, spécialisée dans le développement informatique pour le secteur de la menuiserie extérieure, le développement spécifique et le web. Elle est éga-



Abdelaziz Yasser (Gérant CYC, CFO Cover Group), Bassem Bouaziz (PDG ASM), Nathan Rousseau (PDG Cover Group), Salah Werda (PDG ASM).

lement spécialisée dans la gestion des ressources humaines et dans la consultance.

COVER Group se félicite de son investissement en Tunisie qui offre d'importantes opportunités en matière de ressources humaines, dans la mesure où les profils recrutés en Tunisie sont, à diplôme équivalent, aussi performants qu'en Belgique. La société wallonne espère pouvoir faire évoluer sa structure dans les années à venir tant en ressources humaines qu'en terme de réalisation de projets.

En 2018, CYC a signé un contrat de partenariat avec ASM Solutions, un partenaire tunisien en développement informatique qui lui a permis d'étendre encore son offre de services.

[www.cover3d.com](http://www.cover3d.com)

## Innovation biomédicale en Wallonie. Traitement du tissu humain 100% robotisé par TEXERE Biotech

Fin 2018, la start-up TEXERE Biotech, située à Frasnes-lez-Gosselies au nord de Charleroi, a inauguré la première ligne au monde entièrement robotisée de production de greffons osseux. Une ligne 100% wallonne et une révolution dans le domaine!



La ligne entièrement robotisée de production de greffons osseux mise au point par TEXERE Biotech

C'est une première mondiale. Cette société a mis au point une machine qui produit des greffons osseux de A à Z, du tissu humain brut à l'étiquetage du produit final, et ce, grâce à de l'intelligence artificielle couplée avec des robots. Ces greffons, de forme cubique, sont utilisés pour de la chirurgie réparatrice osseuse comme par exemple celle de la colonne vertébrale. Le chirurgien utilise ces greffons dès qu'il a le besoin de combler un os. Ces greffons doivent leur qualité supérieure aussi bien à la robotique qu'à la chaîne de valeur que TEXERE Biotech a réunie avec l'expertise médicale, l'expertise IT et l'automatisation.

Les précieux tissus humains (des têtes fémorales provenant de donneurs ayant subi une pose de prothèse de hanche) sont recyclés sous forme de greffons osseux par les robots. Pour cette raison, TEXERE Biotech souhaite que les banques de tissus (associées aux hôpitaux) gardent le contrôle du processus (d'obtention et de délivrance). C'est une question d'éthique et de responsabilité médicale. Leur vrai objectif c'est la réduction des coûts puisque la matière osseuse recyclée est maximisée et significativement moins chère que le coût des méthodes actuelles.

<http://www.texerebiotech.com/>



## Energies renouvelables

La Tunisie a été classée à la 21ème place sur un total de 133 pays dans le domaine des énergies renouvelables, gagnant 44 places par rapport au classement de 2017, selon le rapport de la Banque mondiale sur la situation des politiques publiques dans le domaine de l'énergie durable. Selon ce nouveau rapport publié, en décembre 2018, la Tunisie a été classée au 20ème rang en matière d'efficacité énergétique avec un score de 75 points sur 100 points alors qu'elle a occupé, en 2016, le 18ème rang sur un total de 111 pays.

Il est confirmé le démarrage des travaux de quatre projets éoliens, soit une production totale de 120 mégawatts à Ben Arous et à Bizerte, ainsi que le premier projet pour la construction d'une centrale solaire photovoltaïque (PV) à Tozeur avec une puissance de 10 MW. Le démarrage de ces travaux constitue une étape marquant un véritable départ dans la transition énergétique de la Tunisie vers les énergies renouvelables.

Un programme a été également élaboré par le gouvernement pour la production de 1.800 mégawatts d'énergies renouvelables à l'horizon 2020. Le ministère de l'Industrie et des PME publiera prochainement un appel à projets pour la production de 160 mégawatts d'électricité à partir des énergies éoliennes et photovoltaïques.

## Secteur Eau

En Tunisie, le secteur de l'eau potable et de l'assainissement dans le milieu urbain et rural a toujours été classé parmi les premières priorités dans tous les plans nationaux de développement. Les ressources en eau restent une question critique en Tunisie comme pour le Maghreb.

Cependant, après des années de sécheresse, la situation de la pluviométrie s'est nettement améliorée en Tunisie en ce début 2019. Le secrétaire d'Etat chargé des ressources hydriques et de la pêche a souligné que le taux de remplissage de plusieurs barrages du Nord tunisien a atteint en 2019 son maximum (soit 88,7% - un stock d'eau de 1548 millions de m<sup>3</sup>) et l'ensemble des barrages ont atteint 77,8% soit 1752 millions de m<sup>3</sup>.

Comme on l'a vu plus haut dans la lettre, les questions de distribution, de traitement et l'assainissement des eaux sont également parmi les plus critiques. La Banque Africaine de Développement (BAD), et la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement (BERD) investissent 150 millions d'euros pour améliorer l'assainissement des petites communes et ceci dans le cadre de l'exécution des projets du plan de développement 2016-2020. Ce projet comprend la construction de 24 nouvelles usines de traitement des eaux usées, l'extension des réseaux d'assainissement sur 862 km et la construction de



30 stations de pompage. C'est l'un des projets qui permettront de porter le taux de branchement au réseau d'assainissement à 95%, à l'horizon, contre 86% actuellement.

## L'agriculture biologique au cœur du développement durable

Selon le Ministère de l'Agriculture, les exportations de produits biologiques tunisiens ont enregistré une évolution de 43% en valeur et de 28% en quantité par rapport à 2017, les principaux produits exportés étant l'huile d'olive et les dattes. D'autres produits sont également amenés dans le développement de filières de production et d'exportations biologiques. La Tunisie a remporté 16 médailles dont trois en or pour l'huile d'olive extra vierge à la 20ème édition du concours international d'huiles d'olive extra vierge de Los Angeles (2019).

Devant l'Italie et l'Espagne, avec 255 mille ha, la Tunisie occupe le premier rang à l'échelle mondiale en termes de superficies consacrées aux oliveraies biologiques, sur une liste de 30 pays producteurs d'olives biologiques, selon le rapport «The World of Organic Agriculture : Statistics & Emerging Trends 2019». Selon le même rapport, la Tunisie figure également au sommet du classement africain en termes de superficies consacrées à l'agriculture biologique avec 376 mille ha. A l'échelle mondiale, la Tunisie arrive 24e sur 181 pays en termes de superficies biologiques.





# PERSPECTIVES DE LA FRANCOPHONIE

## D'Erevan 2018 à Tunis 2020, le relais du Sommet de la Francophonie

Décidé en 2016 par les chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie, le XVIII<sup>ème</sup> Sommet de la Francophonie se tiendra à Tunis en octobre 2020. Tunis sera ainsi le lieu de commémoration du cinquantième anniversaire de la Francophonie dans sa construction politique multilatérale et saluera la vision de ses pères fondateurs, dont celle du président Bourguiba.

Lors du Sommet d'Erevan en octobre dernier, la Déclaration adoptée par les chefs d'État et de gouvernement porta sur le thème du « Vivre ensemble dans la solidarité, le partage des valeurs humanistes et le respect de la diversité en tant que source de paix et de prospérité ». Ce texte couvre de nombreux domaines et priorités, notamment les droits humains, la liberté d'expression et la liberté de la presse ainsi que la question de l'égalité femmes-hommes, laquelle est par ailleurs reprise en tant que stratégie de la Francophonie. La Déclaration résulte du consensus le plus large auquel la Fédération Wallonie-Bruxelles oeuvra de manière déterminante sur les questions les plus critiques. En complément de la Déclaration, le Sommet adopta 6 résolutions thématiques, inscrites au cœur de l'action et des priorités de la Francophonie, notamment les questions de sortie de crise et de consolidation de la paix dans l'espace francophone, l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'Homme, ainsi que le transfert des connaissances et la valorisation de la recherche. Cette dernière résolution fut portée par la Fédération Wallonie-Bruxelles et l'AUF.

La Francophonie adopta également à Erevan la programmation quadriennale 2019-2022 autour de 3 priorités transversales : la mise en place d'un dispositif d'enseignement et d'apprentissage massif du français ; le lancement d'actions relatives à la promotion des droits de l'homme et des filles et de

l'égalité entre les femmes et les hommes ; la mise en œuvre d'initiatives en faveur de la jeunesse.

Enfin, le Sommet d'Erevan a désigné à l'unanimité la nouvelle secrétaire générale de l'OIF, la ministre des Affaires étrangères du Rwanda, Louise Mushikiwabo.

### Wallonie-Bruxelles et le Sommet de Tunis

Entre les Sommets d'Erevan et de Tunis, sera entreprise une réflexion approfondie sur l'OIF, ses missions, ses valeurs fondatrices, sa charte constitutive et son modèle de gouvernance. Au regard des nombreuses questions posées à une Francophonie de 50 ans, il s'agira de répondre à l'impérative et urgente nécessité de réfléchir à son avenir dans un monde en mutation rapide. Dès lors, le Sommet de Tunis jouera un rôle capital dans ce devenir de la Francophonie multilatérale. A Namur, à Bruxelles, à Paris, à Tunis et ailleurs dans le monde de la Francophonie, la Fédération Wallonie-Bruxelles, troisième bailleur de fonds de l'ensemble de ses huit institutions, avec l'appui de la Wallonie, participera activement et collectivement aux chantiers qui s'ouvrent.

Comme à Erevan, Wallonie-Bruxelles sera particulièrement impliqué dans les travaux préparatoires du Sommet de Tunis et de ses activités connexes. A Erevan, la Fédération avait participé au forum économique et numérique ainsi qu'au lancement du réseau des ministres francophones chargés du numérique. Elle avait aussi assuré une présence marquante auprès des Arméniens par les activités développées au Village de la Francophonie, notamment par la présentation de l'exposition « Spirou4rights », conçue pour les 70 ans de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

En Tunisie, une série d'actions, avec le soutien actif de Wallonie-Bruxelles, sont déployées par la Conférence des Ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (CONFEJES), l'Association internationale des maires de la Francophonie (AIMF) et l'Université Senghor d'Alexandrie. Parmi celles-ci, à noter que, pour la période 2016-2018, 27 micro-entreprises ont pu être lancées par les jeunes Tunisiennes et Tunisiens dans le cadre du Programme de promotion de l'entrepreneuriat jeune (PPEJ) de la CONFEJES, dont la Wallonie est le principal bailleur de fonds.

Sur les questions de fond politique, comme dans l'action, Wallonie-Bruxelles sera aux côtés des autorités tunisiennes sur le chemin du Sommet de 2020.



Sommet de la Francophonie d'Erevan - octobre 2018



Conférence du Réseau FrancoPrev à Bruxelles - décembre 2018

## Prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents. Première conférence du Réseau FrancoPrev à Bruxelles

Lancé en 2016, le Réseau FrancoPrev a pour objectif de renforcer les synergies et les capacités d'action des pouvoirs publics et des sociétés civiles des Etats et gouvernements membres de la Francophonie en matière de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents pouvant conduire au terrorisme. Il constitue un outil d'avis et d'orientation pour les décideurs politiques. Sa création a encore été saluée par le Sommet de la Francophonie de 2018 à Erevan.

Ce réseau multilatéral réunit des personnes physiques et morales, issues des institutions publiques, du monde académique, de la recherche et de la société civile porteuses d'une expertise reconnue en matière de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents. Doté d'une gouvernance souple permettant l'autonomie nécessaire au travail d'expertise, FrancoPREV s'appuie sur les structures et expériences existantes dans l'espace francophone et au sein des instances et organes de la Francophonie.

Un groupe de travail avait été mis en place en 2018 avec l'appui de l'OIF en coopération avec l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), sous la coordination de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui y a joué un rôle déterminant dans les initiatives du Réseau.

### Orientations stratégiques et niveaux de prévention. Rôle de la Tunisie.

Le Réseau FrancoPrev cherche à favoriser la compréhension commune des phénomènes d'extrémisme violent entre praticiens d'horizons divers, ainsi que le renforcement des capacités des acteurs impliqués, la capitalisation des savoirs et des savoir-faire afin d'élargir les perspectives du débat sécuritaire en y intégrant les dimensions plus spécifiques de la prévention. Le Réseau favorisera l'accessibilité, la vulgarisation, la dissémination et la consolidation des connaissances existantes et appuiera des activités de recherche, des études et des programmes innovants en recherche-action et la production de données empiriques comparatives. Le plaidoyer et la sensibilisation seront portés par les expériences de prévention et le dialogue multi-acteurs.

Le Réseau considère simultanément trois niveaux de

prévention. La prévention «primaire» en ce qui permet d'agir sur les causes, en amont, aux fins de prévenir la survenance de situations de rupture et/ou de polarisation puis de basculement dans la violence, notamment en engageant des politiques volontaristes d'inclusion sociale, économique et politique; la prévention «secondaire» qui permet d'améliorer la détection et la prise en charge des facteurs de risque de basculement dans la violence; la prévention «tertiaire» vise à limiter les conséquences de la radicalisation et de l'extrémisme violents, à éviter les

rechutes et à permettre la reconstruction et la réinsertion des personnes ayant renoncé ou susceptibles de renoncer à la violence...

La conférence inaugurale de FrancoPrev s'était tenue à Bruxelles le 13 décembre 2018. Accueillie par la Fédération Wallonie-Bruxelles qui l'a organisée conjointement avec l'Organisation Internationale la Francophonie (OIF), cette rencontre a vu la participation d'une soixantaine d'experts et représentants d'Etats et gouvernements en provenance d'une quinzaine de pays de l'espace francophone. Au terme de cette conférence, FrancoPrev décida de la composition de ses organes de gouvernance et présenta le projet de plateforme numérique de communication interne <https://www.francoprev.org> formulé par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

La Tunisie est invitée à s'associer à FrancoPrev et à mener diverses initiatives concertées avec ce réseau multilatéral. La question pourra être abordée lors de la prochaine mission en Tunisie du Réseau Wallonie-Bruxelles de prise en charge des extrémismes et radicalismes violents. Cet intérêt fut notamment évoqué en 2017, avec le président de la République, Béji Caïd Essebsi, et le chef du gouvernement Youssef Chahed, lors de la visite à Tunis de Rudy Demotte, ministre-président de la Fédération Wallonie - Bruxelles.

## Le Congrès mondial des professeurs de français en Tunisie en 2020

Le XV<sup>ème</sup> Congrès mondial de la Fédération internationale des Professeurs de Français (FIPF) se réunira à Nabeul en Tunisie en juillet 2020. Présidée par Jean-Marc Defays, professeur à l'Université de Liège, la FIPF a mené une mission préparatoire en octobre dernier, en collaboration avec l'Association tunisienne pour la Pédagogie du Français (ATPF), et a rencontré plusieurs ministres tunisiens ainsi que des chefs de mission diplomatique francophones. La FIPF compte 180 associations affiliées dans 140 pays et plus de 80.000 membres actifs.

Le Congrès devrait rassembler environ 2000 participants du monde entier : professeurs et experts de la langue française, pédagogues, écrivains et chercheurs..... Il précèdera de quelques mois le Sommet de la Francophonie 2020 à Tunis. Le Congrès aura aussi pour rôle de se pencher sur l'évolution de l'enseignement du français dans le pays et dans la région. Dans sa mission de diffusion et de promotion de la langue française et de la francophonie, conformément au souci de plurilinguisme et de mutualisation des savoirs et des compétences, la FIPF abordera, notamment, lors de ce congrès, le partage des pratiques et des





De gauche à droite : Samir Marzouki, président de l'ATPF, Slim Khalbous, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, et Jean-Marc Defays, président de la FIPF

innovations didactiques et pédagogiques, la formation initiale et continue, les innovations technologiques et numériques, la pratique de la langue pour publics spécifiques.....

L'édition précédente du congrès s'était tenue à Liège en 2016. Le congrès était revenu en Europe après sa tenue à Québec, Atlanta et à Durban. A Liège, 540 communications avaient été présentées dans 9 symposiums thématiques en cinq jours. 60 ateliers pédagogiques et 10 ateliers de formation continue avaient offert l'opportunité de découvrir des stratégies innovantes, de nouveaux manuels et de les confronter aussi aux pratiques de professeurs venus du monde entier. Comme indiqué plus haut dans le tableau de la nouvelle programmation 2019-23, l'appui à l'enseignement du français sera l'objet d'un partenariat entre le Département de langue, littérature et de civilisation françaises de l'Université de Sousse et l'Institut supérieur des Langues vivantes de l'Université de Liège.



## Espace francophone de la valorisation de la recherche (EFV)

Les structures de valorisation de la recherche et leurs représentations nationales et régionales entretiennent de nombreuses relations entre-elles, notamment pour ce qui concerne le partage d'expériences, d'outils, de bonnes pratiques... Les structures de valorisation ont également des collaborations liées directement à la valorisation de la recherche à l'international. Ce sont en effet, de bons intermédiaires pour mettre en relation des équipes de recherche.

Cependant, ces collaborations restent ponctuelles et peu structurées, en particulier elles se limitent généralement à « l'entretien et au renforcement » de relations existantes, auxquelles nombre de pays francophones n'ont pas naturellement accès.

Dans l'espace de la francophonie, le réseau LIEU en Wallonie et à Bruxelles, le Réseau C.U.R.I.E. en France et les BLEUS au Québec, en lien avec leurs structures de valorisation ont tissé

des liens permettant de partager leurs expériences en matière de valorisation de la recherche et capitaliser autour de bonnes pratiques. Certaines initiatives spécifiques récemment mises en place permettent, sur des cas concrets et pilotes, de mutualiser les moyens d'action de portée internationale. Il s'agit de capitaliser sur les collaborations existantes, de les étendre à l'ensemble des acteurs concernés dans la francophonie et de mettre en place un Espace francophone de la valorisation.

Cet Espace francophone de la valorisation, lancé à Liège en mai 2018, a comme objectif de développer l'impact de la recherche académique au bénéfice de la société, des communautés locales et régionales et de répondre à des défis sociaux, culturels, économiques, environnementaux, et de santé des populations. Ce faisant, il s'agit d'appuyer le rôle stratégique des écosystèmes locaux pour un développement économique durable et inclusif contribuant à l'émergence d'une vision économique francophone en mobilisant toutes les compétences des spécialistes des secteurs privé et public ainsi que de la société civile.

Organisé par Wallonie-Bruxelles international, Liaison Entreprises-Universités (LIEU) et l'AUF, le séminaire EFV de Liège était adossé à la 19e conférence d'ASTP-Proton (Association pan-européenne de transfert de technologie) et a permis aux participants invités d'y assister, ce qui fut le cas aussi pour la Direction générale de la Valorisation de la Recherche tunisienne.

Les travaux de l'EFV se sont poursuivis lors du séminaire régional de Rabat en novembre dernier. La DGVR y participa avec l'appui de Wallonie-Bruxelles international. Elle participera également à la rédaction d'un « livre blanc » sur les missions et moyens de l'EFV. Sur un plan plus bilatéral, comme indiqué plus haut dans la nouvelle programmation de coopération bilatérale 2019-23, LIEU et la DGVR ouvrent un nouveau partenariat dans le renforcement de capacité au profit des bureaux de transfert de technologie des universités, des technopôles et des unités de valorisation des centres de recherche en Tunisie.

Pour concrétiser les acquis et le savoir-faire en matière de valorisation, ce partenariat assurera le suivi de la chaîne de valeurs dans le développement de la biotechnologie au service de l'environnement, d'une agriculture durable et de la santé du citoyen, notamment avec le développement de vaccins, de bio-similaires ainsi que la production d'aliments et de produits fonctionnels à partir des bio-ressources tunisiennes.



Espace francophone de valorisation  
© AUF

## Tournée en Tunisie de la « Caravane nomade des deux rives »

La « Caravane nomade des deux rives », menée conjointement par la compagnie de théâtre itinérante belge « Les Nouveaux Disparus », les associations « We Love Sousse », « We Love Bizerte », et le collectif d'artistes tunisiens « Tanitarts », consistait à mener un programme dynamique d'échanges de pratiques et d'expériences professionnelles parmi les artistes et organisateurs culturels. Ensemble, partenaires tunisiens et belges ont œuvré à la professionnalisation dans la perspective de promouvoir l'idée de la diversité et de la démocratie culturelle, ouverte et participative.

Au cours des trois années de travail collaboratif, ont eu lieu des échanges et accueils de créations artistiques respectives, l'organisation d'un festival de spectacles et d'ateliers de jeunes en Tunisie, la mise en place de formations en Tunisie et à Bruxelles, le renforcement du dialogue interculturel et, point d'orgue, l'organisation d'une tournée itinérante en Tunisie à destination des publics fragilisés et éloignés des circuits de l'offre culturelle habituels. A Sbeitla ou à Tunis, à la surprise de ses habitants, la caravane avait ainsi investi des espaces et des quartiers délaissés de toute activité culturelle depuis des années.

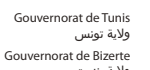
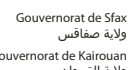
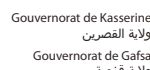
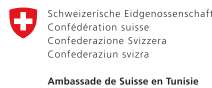
La tournée de la « Caravane des deux rives » en avril et mai 2018 consacrait l'aboutissement de cet important projet de coopération bilatérale, fondé sur un patient travail d'échanges et de formations les 3 années durant. Inédit et unique en son genre, des acteurs culturels des deux pays se sont unis pour imaginer la tournée d'un dispositif hybride, composé de structures mobiles (chapiteau, tentes, roulottes et convoi de camions et de caravanes, soit 2000 m<sup>2</sup> d'espace aménagé et 200 m de convoi). Les structures adaptables et de proximité

## POLITIQUES CULTURELLES ET AGENDA DES MANIFESTATIONS



de la caravane lui ont permis de s'installer en plein cœur des quartiers difficilement accessibles pour une telle mobilisation populaire.

Ce gros investissement humain, institutionnel, artistique, social, médiatique et financier a été couronné de succès avec la participation de 45.000 personnes sur 18 jours de programmation, soit une moyenne de 2.500 personnes par jour d'animation. Le spectacle « le mariage de Lila », pièce éclairante sur le vivre ensemble dans les quartiers, a réuni près de 6000 spectateurs en 31 représentations. Au regard du succès rencontré par la Caravane tout au long de son parcours, ce sont







une offre culturelle de qualité et le droit à la culture indissociable du droit à la liberté d'expression et du droit à la participation qui ont été promus. De par ses spectacles et animations multiples, la Caravane a favorisé la diversité et la démocratie culturelle en faveur du plus grand nombre en développant la culture comme outil d'ouverture, de mobilisation citoyenne et de curiosité intellectuelle.

Programmation nationale commune et programmations locales spécifiques, décidées avec les associations locales, se sont côtoyées à chaque étape, dans chaque ville visitée. La caravane a provoqué une formidable rencontre itinérante autour des arts circassiens, des arts de la rue, de la musique, du théâtre et du conte.

Après de multiples missions de coordination, de visites aux multiples autorités concernées, les bailleurs de fonds et les artistes, la Caravane, partie de Bruxelles, a débarqué à La Goulette le 5 avril 2018 pour ensuite rencontrer 5 villes tunisiennes : Sbeitla, Gafsa, Sfax, Tunis (dans l'arrondissement d'El Hraïria) et Bizerte. Outre ses 45 000 spectateurs, elle a accueilli 60 artistes et régisseurs nationaux et internationaux, auxquels se sont ajoutés nombre d'artistes locaux. Ville par ville, le projet a bénéficié d'une belle couverture médiatique dans la presse écrite, à la radio, à la télévision, sur le web et les réseaux sociaux, aussi bien en Tunisie qu'en Belgique.

Le travail collectif réalisé, les liens tissés entre les différents acteurs du projet et la mobilisation du public ont rendu possible le succès de cette magnifique aventure et encouragent à pérenniser cette collaboration. Cette rencontre interculturelle fera prochainement l'objet d'une publication.

Outre Wallonie-Bruxelles international, les principaux partenaires de la Caravane en Tunisie ont été la délégation de l'Union européenne, l'UNICEF, l'organisation internationale des migrations (IOM), l'ambassade de Suisse, l'ambassade de Belgique, la province de Namur, les ministères tunisiens des affaires culturelles, de la jeunesse, de l'éducation nationale, l'office national du tourisme, les mairies et gouvernorats, la Compagnie tunisienne de navigation et Tunisair. Tous les partenaires ont joué leur partition en faveur de cette expérience encore unique en Tunisie.



## Wallonie-Bruxelles aux Journées cinématographiques de Carthage

Wallonie-Bruxelles a soutenu cette année encore les Journées cinématographiques de Carthage dans sa 29ème édition. Réalisations, productions et modèle de financement du cinéma belge étaient ainsi à l'honneur de cette édition.

A l'affiche d'abord, 3 coproductions belges en présence de leurs réalisateurs.



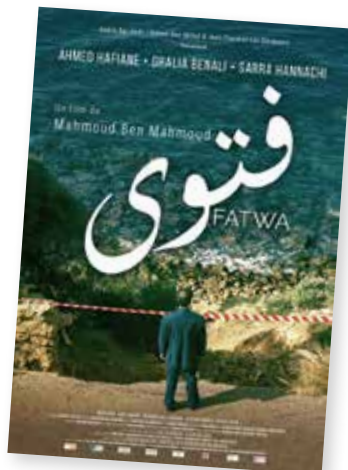
Extrait «The Mercy of the Jungle»

Le long métrage «The Mercy of the Jungle – La Miséricorde de la Jungle» du réalisateur rwandais Joël Karekezi relate l'odyssée, à travers la plus violente des forêts, de deux soldats accidentellement laissés pour compte dans la jungle, au début de la seconde guerre du Congo. Au discours antimilitariste, le film questionne la place de l'humanité dans les conflits armés. Coproduction belgo-française avec Néon Rouge Production de Bruxelles, le film a été projeté en présence du réalisateur, Aurélien Bodinaux de Néon Rouge et d'une partie de l'équipe de tournage et des comédiens. Il a été présenté lors d'une réception organisée par la Délégation en l'honneur des participants belges présents aux JCC. «The Mercy of the Jungle» vient de remporter l'Étalon d'or de Yennenga au festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO) 2019. Le prix de la meilleure interprétation masculine est revenu à Marc Zinga pour son rôle dans «The Mercy of the Jungle».

Co-production Tunisie (Nomadis Images – Dora Bouchoucha)/Belgique (Les Films du Fleuve des frères Dardenne)/France (Tanit Films), «Weldi» de Mohamed Ben Attia, évoque la question de la radicalisation de jeunes tunisiens.

«Fatwa», de Mahmoud Ben Mahmoud, a également pour thème l'extrémisme violent et le terrorisme en Tunisie. Co-production tuniso-belge de Habib Bel Hédi, Hatem Ben Miled et des frères Dardenne, le film relate la quête d'un père pour comprendre la radicalisation de son fils. Bien que traitant d'un sujet universel, le film porte un regard rétrospectif sur une période de forte tension politique et idéologique au sein de la société tunisienne en 2012-13. La violence et l'intimidation sont montrées au quotidien, elles affectent les femmes en particulier.

«Fatwa» est doublement récompensé aux JCC dans la catégorie des films de fic-



tion avec le Tanit d'Or et le prix de la meilleure interprétation masculine remis à Ahmed Hafiane. «Fatwa» remporta ensuite le prix du meilleur film arabe à la 40ème édition du Festival international du film du Caire et vient de recevoir l'Étalon de bronze au FESPACO. Réalisateur et scénariste tuniso-belge, Mahmoud Ben Mahmoud est diplômé de l'Institut national supérieur des Arts du Spectacle et des Techniques de Diffusion (INSAS) et de l'Université libre de Bruxelles (ULB) où il a enseigné l'écriture cinématographique.

## Wallimage et le «tax shelter» belge présentent un modèle de financement cinématographique aux JCC

A l'initiative du directeur des JCC, Nejb Ayed, et avec le soutien et animation de Hakim Ben Hammouda, ancien ministre des finances, l'édition 2018 a mobilisé plusieurs intervenants tunisiens et internationaux autour des mécanismes nouveaux et éprouvés de financement public-privé de la production cinématographique.

Directeur du fonds Wallimage, Philippe Reynaert présente le cinéma comme un secteur économique à part entière en Wallonie. Pôle régional wallon de l'audiovisuel depuis 2000, Wallimage apporte son soutien aux œuvres conditionné à des retombées financières régionales, même pour des activités menées à l'étranger, ainsi qu'un soutien aux entreprises de services audiovisuels implantées en Wallonie. Wallimage entreprises détient aujourd'hui 37 sociétés de cinéma et de l'audiovisuel dans son portefeuille.

Pour encourager ou attirer les coproductions en Wallonie, Wallimage investit dans les projets qui dégagent entre 400 et 500 % de retombées régionales, ce qui revient à dire que Wallimage finance entre 20 et 25 % des dépenses réalisées en Wallonie. Depuis le début de ses activités, Wallimage a soutenu près de 400 films (longs métrages et séries de fiction ou documentaires) dont la moitié sont des coproductions majoritaires belges.

Dans la mesure où Wallimage, à la différence du Tax-shelter, n'agit pas sur base d'un mécanisme fiscal, les producteurs peuvent obtenir le double financement d'une partie de leurs dépenses (pour autant qu'elles aient été effectuées en Wallonie!). Ainsi, la moyenne couverte par le Tax-Shelter sur ces mêmes dépenses peut atteindre jusqu'à 41%! En actionnant Wallimage et le Tax-Shelter, un producteur habile peut couvrir jusqu'à 66 % (soit 2/3!) de ses coûts audiovisuels. C'est la frite belge à double sauce, en quelque sorte!

Wallimage et Tax-shelter faisant bon ménage, Philippe Reynaert était donc accompagné aux JCC de Michela Ritondo, conseillère au ministère fédéral des finances, et de Sbyille Smets de la société d'investissement Shelter prod. Les œuvres éligibles sont les films de fiction, documentaires, animation, séries... Les co-productions internationales peuvent être éligibles, comme dans le cadre de l'accord de coproduction entre la Tunisie et la Fédération Wallonie-Bruxelles.

## Wallonie-Bruxelles aux Journées théâtrales de Carthage

Wallonie-Bruxelles International a soutenu la 20ème édition des Journées Théâtrales de Carthage. L'éditeur, formateur et journaliste belge, Emile Lansman, témoin actif depuis de nombreuses années de l'évolution du théâtre et de la littérature pour enfants et adolescents, tant en Belgique qu'en France, au Canada et en Afrique francophone, a ainsi pris part à la







rencontre autour du théâtre et de l'éducation organisée dans le cadre des JTC.

Emile Lansman a exposé les enjeux et stratégies d'une politique visant entre autres la rencontre positive entre les jeunes et le théâtre. Non seulement en les confrontant à des œuvres divergentes par leur fond et leur forme, mais aussi en développant le «transit par la scène» pour leur permettre de mieux appréhender par la pratique les rouages, codes et structures du jeu dramatique. Les Journées Théâtrales de Carthage ont par ailleurs program-

mé le spectacle «Délestage», de David Minor-Ilunga, une co-production Belgique - République démocratique du Congo. A la fois auteur et interprète, David Minor-Ilunga aborde avec humour la question des droits humains et des préjugés sur la migration. Le spectacle est drôle, émouvant, interpellant, d'une sincérité troublante.

### Jazz in tun - organic trio et Pierre Vaiana

Le groupe «Organic trio», composé de Fawzi Chekili à la guitare, Omar El Ouaer à l'Orgue B3 et Malek Lakhwa à la batterie, revient en ce début d'année avec le nouveau projet «Jazz in Tun» qui comprend des collaborations avec des artistes internationaux.

Pour la première édition, c'est le saxophoniste soprano belge, Pierre Vaiana, qui fut leur invité pour une tournée à Tunis, fin janvier, au Club Dar el Marsa et au Habibi Club à Gammarth.

Musicien, saxophoniste soprano, compositeur et pédagogue, Pierre Vaiana anime de nombreux projets artistiques qu'il mène autour du thème du dialogue des cultures. Il effectue également de nombreuses missions de formation en Afrique (Bénin, Burkina Faso, RDC, Algérie, Maroc). Il a aussi coordonné une école de jazz au Centre des Musiques arabes et méditerranéennes à Tunis (Sidi Bou Saïd).

Pierre Vaiana a été élu «Django d'Or 2009» dans la catégorie «musicien confirmé».

Il est conseiller artistique des sessions musicales de l'Académie internationale d'Eté de Wallonie - <http://www.akdt.be/index.php/fr-fr/>



### Rencontres aux Inattendues de Tournai

Les Rencontres Inattendues de Tournai ont réuni comme chaque année musiciens, chanteurs et philosophes autour de problématiques contemporaines, dans des lieux patrimoniaux exceptionnels de la Province du Hainaut. L'édition 2018 du festival avait pour thème «Changer de mondes» et a connu une intéressante participation tunisienne. Le groupe «Les Voix de Semmama», dirigé par Adnen Helali, y a présenté un spectacle musical et poétique qui relate la résistance des habitants tunisiens du mont Semmama face au terrorisme, l'oubli et la pauvreté. Par ailleurs, dans le cadre du projet «Slam & Salam, citoyens du monde», porté conjointement par l'association Narange et par le Service de la Coopération internationale de la Province du Hainaut, des poètes et slammeurs tunisiens et tournaisiens se sont retrouvés au cours d'ateliers autour du thème de la citoyenneté mondiale pour échanger, écrire ensemble des textes vibrants d'espoir qu'ils ont partagés lors du festival. Invité régulier des Inattendues, le philosophe Youssef Seddik était également présent pour y donner une conférence sur la raison et le doute.

Invité par la Délégation, le prolifique journaliste de la radio publique francophone et de nombreux périodiques, Hatem Bourial, a largement couvert les différents événements et rencontres dans la presse tunisienne.



De gauche à droite : Omar El Ouaer, Fawzi Chekili, Pierre Vaiana et Malek Lakhoua

## Concert de Ghalia Ben Ali

La chanteuse, instrumentiste et compositrice tuniso-belge, et par ailleurs actrice, Ghalia Ben Ali s'est produite en concert le vendredi 8 mars 2019, à l'Opéra de Tunis (Cité de la Culture).

Accompagnée par un quartet de musiciens belges, tunisiens, égyptiens et irakien, entre violon, percussions, qanoun et contrebasse, Ghalia Ben Ali a chanté et dansé entre Orient et Occident. Enchaînant les titres, entre autres de son dernier album «MwSoul», elle a invité le public au voyage par l'étendue de sa voix et par son caractère passionné.

Son concert accompagnait la sortie du film «Fatwa» de Mahmoud Ben Mahmoud dans lequel elle incarne le premier rôle féminin.



## L'UE et EUNIC en appui aux politiques culturelles en Tunisie

Depuis 2016, la Tunisie bénéficie d'un ambitieux soutien culturel de l'UE, le plus important à l'échelle d'un pays partenaire des politiques du voisinage européen. Il s'agit d'un projet pilote significatif pour la Tunisie, l'UE, EUNIC, en tant que structure fédératrice des compétences culturelles de ses Etats membres, et la multitude des acteurs nationaux et internationaux impliqués.

Pour rappel, le projet d'appui à la culture en Tunisie (PACT) repose sur deux approches complémentaires, tant à Tunis que dans les régions. L'une s'adressant à la société civile tunisienne et conduite par EUNIC dans le projet Tfanen. L'autre, d'ordre institutionnel, portant un appui au ministère des affaires culturelles et à ses structures régionales par l'instrument européen de jumelage.

PACT a pour objet de promouvoir la diversité culturelle tunisienne et l'accès à la culture, à l'échelon local, national et international. De soutenir aussi la liberté d'expression et de création notamment des jeunes générations et encourager la professionnalisation des métiers de la culture. Ces objectifs rejoignent pleinement les priorités de développement culturel portées par Wallonie-Bruxelles en Tunisie dans ses programmations successives, ce qui explique le rôle joué par la Délégation Wallonie-Bruxelles dans le PACT et la mobilisation d'experts belges de l'Administration générale de la culture. Comme les partenaires d'EUNIC, la Délégation est attentive à l'émergence, au renforcement d'acteurs culturels tunisiens et à leur mise en relation avec les réseaux de création et de diffusion culturels internationaux.

### Tfanen-Tunisie créative

Tfanen - Tunisie créative soutient les différents opérateurs culturels, tels que les acteurs de la société civile, les

artistes, les entrepreneurs culturels à travers des programmes de subventions alloués sur appels à projets. Le projet complète ces appels par un encadrement de formation à la gestion culturelle (dont les labs d'apprentissage et de partage), de suivi des projets et assistance technique.

Le fonds d'engagement culturel local en Tunisie consiste à favoriser l'accès à la culture, la diversité sociale et culturelle, la participation citoyenne et l'intégration socio-culturelle... Il couvre 36 projets (sur plus de 600 dossiers) issus de deux appels à projets en 2017 et 2018. Il s'agit de soutenir l'approche collaborative locale, au service d'un écosystème culturel et social fédérateur.

Le fonds d'appui à la création consiste à soutenir et renforcer la création en Tunisie, former, accompagner et professionnaliser les jeunes créateurs, créer des opportunités d'échange et de rencontre entre artistes. Il couvre 5 projets.

Le fonds de valorisation du patrimoine et de pérennisation des festivals porte sur la pérennisation, le développement, et l'accroissement de l'attractivité de festivals tunisiens. Il assure aussi la promotion et la valorisation du patrimoine tunisien dans sa diversité urbaine et rurale. 15 projets ont été sélectionnés.







### Le jumelage avec le ministère des affaires culturelles tunisien

Le jumelage entre les ministères tunisien et français de la culture avec l'appui d'experts de l'administration générale de la culture de la Fédération Wallonie-Bruxelles arrivera à son terme vers la fin de l'année 2019. Il mobilise une masse importante d'expertise française et, à l'instigation de la délégation Wallonie-Bruxelles à Tunis, des experts belges travaillent en triangulation avec leurs collègues français et tunisiens, notamment sur les questions des politiques culturelles, d'inspection générale et de décentralisation. Une mission tunisienne de centres régionaux de la culture avait effectué une visite d'étude à Bruxelles et en Wallonie en mars 2018.

Jean-François Füeg est un des experts belges impliqués. Il suit notamment des expérimentations de développement culturel territorial en cours dans plusieurs gouvernorats. A Ben Arous, le processus a pris une ampleur inattendue. Il relate ces développements parcourus ces derniers mois.

« Si le projet a permis d'expérimenter de manière effective la déconcentration de l'État dans le territoire de Ben Arous, il reste assez embryonnaire en ce qui concerne la décentralisation. L'État reste le principal organisateur d'activités culturelles et peine à céder le relais aux collectivités locales et associations..... Le conseil régional d'action culturelle devrait devenir un ensemble culturel, mettre les opérateurs à l'œuvre et soutenir leurs projets culturels. Ce n'est pas encore le cas, mais le chemin parcouru est impressionnant et prometteur.

La collaboration bilatérale pourra être un adjuvant tout à fait intéressant pour consolider les expérimentations de développement territorial en cours et contribuer à les pérenniser..... Les acteurs sont en mouvement. Ils trouvent petit à petit leurs marques, apprennent à travailler autrement ensemble, expérimentent de nouveaux partenariats et contribuent à la transformation du pays».

C'est ce à quoi travaille Wallonie-Bruxelles international, dans sa programmation 2019-23 avec différents centres et associations culturels en Wallonie. Coopérations bilatérales et multilatérales se rejoignent ici encore.

### Agenda des manifestations du 1<sup>er</sup> semestre

#### Regards croisés : Tunisie créative, Tunisie en mouvement

*La Fédération Wallonie-Bruxelles entend mettre à l'honneur en 2020 la Tunisie créative, la Tunisie en mouvement.*

*Depuis 20 ans, Wallonie-Bruxelles international invite ses nombreux pays partenaires à mieux faire connaître en Belgique leurs diversité et créativité culturelles et artistiques, mais aussi leurs enjeux de société et de démocratie. Créations contemporaines, débats, rôle de la société civile et des sciences seront au cœur d'un programme de manifestations et de rencontres tout au long de cette année. Les consultations avec les créateurs, acteurs de la société civile, ministère des affaires culturelles et partenaires internationaux de coopération permettront de monter un programme de découverte de la Tunisie d'aujourd'hui, dans sa diversité et créativité. Un certain nombre de nos partenariats de la programmation de coopération en cours pourront également y être mobilisés.*

### Festival Ezzeddine Guennoun de Théâtre

Dans le cadre de sa coopération bilatérale en matière de théâtre, Wallonie-Bruxelles participera au nouveau festival spécifiquement dédié aux jeunes créateurs tunisiens arabes et francophones, le Festival Ezzeddine Guennoun de Théâtre, qui aura lieu du 24 au 29 mars 2019.

A cette occasion, sera présenté, le 28 mars, le spectacle «The Other Side of The Garden». Il s'agit d'une libre adaptation du conte d'Andersen «L'Histoire d'une mère», proposé par Ossama Halal, metteur en scène syrien résidant au Liban, et le collectif Koon Theater Group.

Le spectacle est une création du Studio Théâtre national Wallonie-Bruxelles. Le «Studio» est un projet d'accompagnement des artistes, résolument pensé pour les compagnies, dédiant un espace du théâtre à la création, aux laboratoires de recherche, aux rencontres avec les artistes.

### Wallonie-Bruxelles dans l'agenda culturel des Journées internationales de la Francophonie en Tunisie

#### Festival international de la Bande dessinée de Sousse

Pour célébrer les 70 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée le 10 décembre 1948, la Délégation générale Wallonie-Bruxelles présente l'exposition illustrant les 30 articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme en bande dessinée, du 20 au 23 mars 2019, au Musée de Sousse, dans le cadre du Festival international de la BD de Sousse, co-organisé par l'Union des Français de l'Étranger-Sousse et l'association du Festival de la BD d'Angoulême, avec le soutien du Ministère tunisien des Affaires culturelles et du Gouvernorat de Sousse.

Depuis sa création en 1938, le Journal Spirou a toujours véhiculé les valeurs humaines par ses auteurs phares et ses personnages emblématiques. Ainsi, cette exposition a vu le jour grâce au fruit de la collaboration entre le Journal Spirou, les éditions Dupuis, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'homme et Wallonie-Bruxelles International.

Avec humour, émotion et justesse, les plus talentueux auteurs se sont attachés à raconter à travers leurs héros, tels que Marsupilmai, Fantasio, Lucky Luke, Le Chat ou encore Cédric, ce texte universel qui articule les droits et libertés de tout être humain.

#### Festival du film francophone 2019

La Délégation générale Wallonie-Bruxelles participera cette année aussi au Festival du Film francophone qui se tiendra du 16 au 23 mars prochain, à la Cinémathèque tunisienne, en présentant le documentaire de Thierry Michel et Pascal Colson «Enfants du Hasard».

Thierry Michel a étudié le cinéma à l'Institut des Arts de Diffusion, à Bruxelles. A la fois cinéaste, photographe et journaliste, il dénonce à travers ses documentaires et ses fictions les détresses et les révoltes du monde, des mines de charbon aux prisons, du Brésil et du Maghreb à l'Afrique noire.

Dans la petite école communale d'une ancienne cité mi-

nière, située en Région wallonne dans la province de Liège, des élèves issus de l'immigration terminent leur cycle d'études primaires avec Brigitte, une institutrice dont l'enthousiasme bienveillant prépare ces écoliers à s'épanouir dans un monde en mutation. Partant de leur propre histoire, elle retrace avec eux le parcours de leurs grands-parents, qui ont quitté leur pays pour venir travailler dans les mines de charbon.

### « Bahdja » à Jazz à Carthage

Le projet « Bahdja » est le fruit d'une rencontre culturelle et musicale entre musiciens belges et algériens. Tout à la fois improvisateur, compositeur, explorateur des musiques du monde et enseignant au Conservatoire royal de Bruxelles, le jazzman, saxophoniste et flûtiste belge, au talent mondialement reconnu, Manuel Hermia, s'est associé avec le violoniste virtuose algérien, Kheireddine Mkachiche, maître de l'arabe-andalous et friand d'ouverture aux musiques du monde. Cette rencontre s'est concrétisée par la sortie du CD « Bahdja » en décembre 2018, en Algérie, présenté lors du festival Dimajazz à Constantine.

La Délégation générale Wallonie-Bruxelles présentera ce projet en Tunisie avec un concert programmé le 4 avril 2019 au Zéphir, à La Marsa, dans le cadre de la 14ème édition du Festival Jazz à Carthage.

A cette occasion, Manuel Hermia donnera une masterclass et rencontrera quelques acteurs culturels locaux, à la recherche de nouveaux partenariats.



KHEIREDDINE MKACHICHE MANUEL HERMIA ZINDOU KENDOUË FRANÇOIS GARNY FRANCK VAILLANT

### « Final Cut » aux prochaines Journées chorégraphiques de Carthage (du 14 au 19 juin)

En novembre 2018, Myriam Saduis crée « Final Cut » qu'elle écrit, interprète et met en scène avec la collaboration artistique d'Isabelle Pousseur. Elle y raconte simplement, avec une émotion contenue et pas mal d'humour, le chemin d'une adolescente puis une adulte qui cherche sa vérité dans la confusion d'une famille traumatisée par la fin de la colonisation française en Tunisie.

Entre autobiographie et psychanalyse, « Final Cut » se présente à la fois comme une réflexion englobant les remous du XXe siècle, les questions de la construction identitaire, du métissage et de la décolonisation, et comme un thriller plein de rebondissements, où l'on croise tour à tour la folie, la fragilité, la quête de soi, l'adolescence rebelle,...

Installée à Bruxelles, Myriam Saduis a étudié le théâtre à l'Institut national supérieur des Arts du Spectacle et des Techniques de Diffusion (INSAS) de Bruxelles.





Installés à proximité du centre de Tunis, la Délégation générale Wallonie-Bruxelles et le Bureau Awex accueillent les délégations, missions et événements de leurs partenaires.



## Délégation générale Wallonie-Bruxelles à Tunis

### **Christian Saelens**

Délégué général Wallonie-Bruxelles en Tunisie

**Carine Jerbi**, Coordination générale  
et coopération sectorielle

### **Boutheina Ben Abdallah**

Responsable programme coopération scientifique  
et du développement durable

**Rym Hachani**, Secrétaire

**Yasmina Bouchiba**, Secrétaire comptable

**Khaled Riahi**, chauffeur, logistique

## AWEX Tunis

### **Christian Saelens**

Délégué général Wallonie-Bruxelles,  
en Charge de la supervision du Bureau AWEX Tunis

**Alia Mdallel**, Assistante Commerciale

**Besma Ben Salah**,  
Assistante Commerciale

4, Rue Slaheddine El Ayoubi, 1002 Le Belvédère Tunis

Tél : (+216) 71 280 458/446/435

Fax : (+216) 71 280 421

Courriel : walbru.tunis@gnet.tn

Tél. : (+216) 71 280 336 - 71 280 355

Fax : (+216) 71 280 376

Courriel : tunis@awex-wallonia.com

Comité de rédaction : Délégation Wallonie-Bruxelles et Bureau Awex



Feel inspired



Wallonia.be